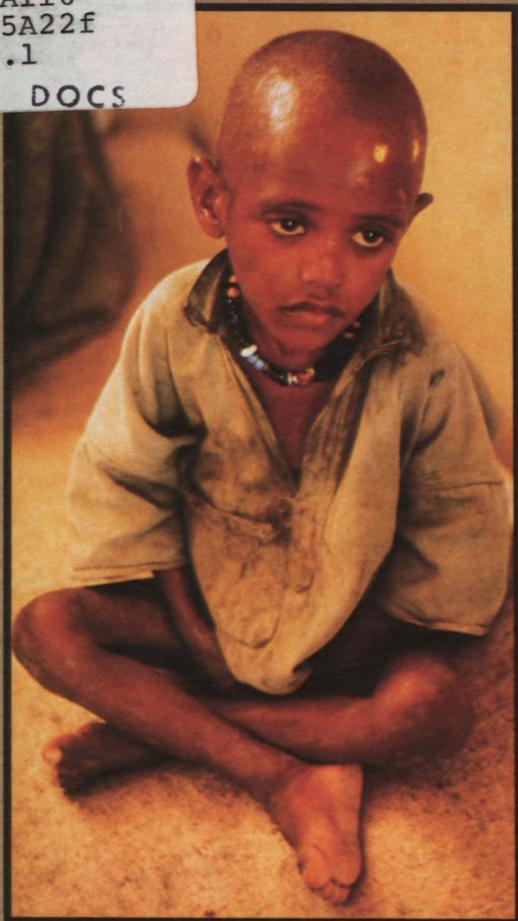


CA1
EA110
85A22f
c.1

DOCS

.b 1960520(P)



La famine en Afrique

et la réaction du Canada



Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

OCT 4 1985

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY

Rapport de l'honorable David MacDonald
Coordonnateur canadien des secours d'urgence — famine
africaine

pour la période allant de novembre 1984 à mars 1985

© Coordonnateur canadien des secours d'urgence — famine africaine 1985
200, Promenade du Portage
Hull, Québec
K1A 0G4

MacDonald, D.

La famine en Afrique et la réaction du Canada : rapport. Hull, Qué.,
Coordonnateur canadien des secours d'urgence/famine africaine, 1985.
56 p. :ill.

*/Famine/ , /pénurie alimentaire/ , /aide alimentaire/ , /Canada/ , /Afrique/
— /secours d'urgence/ , /sécheresse/ , /coordination de l'aide/ , /aide
financière/ , /organisations non-gouvernementales/ , /répertoire/ ,
/recommandation/ , données statistiques.*

CDU: 341.232:641(71:6)

Édition microfiche sur demande

This publication is also available in English

La famine en Afrique et la réaction du Canada

**Rapport de l'honorable David MacDonald
Coordonnateur canadien des secours d'urgence — famine africaine
pour la période allant de novembre 1984 à mars 1985**

43.241-375



Gouvernement du Canada Government of Canada

Coordonnateur canadien Canadian Emergency
pour les secours Coordinator
d'urgence

Famine africaine African Famine

Hull, le 14 mars 1985

Le Très Honorable Joe Clark, C.P., député,
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures,
Immeuble Lester B. Pearson,
Ottawa, Ontario,
K1A 0A6.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous remettre ce rapport sur la situation en Afrique, destiné au Parlement et à la population canadienne. La gravité de cette situation interdit tout retard ou toute interruption dans l'envoi des secours dont tant d'Africains ont si désespérément besoin.

Pour une partie du rapport, nous avons adopté la formule question-réponse qui, à notre avis, reflète un aspect important du travail que nous avons fait jusqu'ici: évaluer la gravité de la famine africaine et y répondre.

Les quatre derniers mois ont été, pour moi comme pour beaucoup de Canadiens, un véritable défi. La télévision, la radio, les revues et les journaux nous ont montré des images d'une réalité si cruelle qu'elle dépasse tout ce que nous aurions pu imaginer. Les Canadiens n'y ont pas réagi par le découragement, au contraire: d'un océan à l'autre, ils ont su trouver les moyens de soulager des misères aussi extrêmes. La réaction de la population canadienne a été pour moi un encouragement inestimable. Je ne doute pas qu'elle ait eu le même effet sur beaucoup d'autres, au pays et ailleurs dans le monde.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Coordonnateur canadien des secours
d'urgence - Famine africaine

David MacDonald

Table des matières

Introduction 5

La famine en Afrique 7

- Que se passe-t-il en Afrique? 7
- Qu'est-ce que la famine? 8
- Combien de personnes en souffrent? 8
- Où la famine sévit-elle en Afrique? 10
- Quelles sont les causes de la famine? 11
- Que se passera-t-il s'il pleut cette année? 14
- Que se passera-t-il s'il ne pleut pas? 14
- En quoi l'Afrique diffère-t-elle d'autres parties du monde? 15

Les Africains 16

- Qui sont-ils? 16
- Qu'arrive-t-il aux femmes? 17
- Qu'arrive-t-il aux enfants? 18
- Que font les Africains pour prendre leur sort en main? 19

La réponse des Canadiens 22

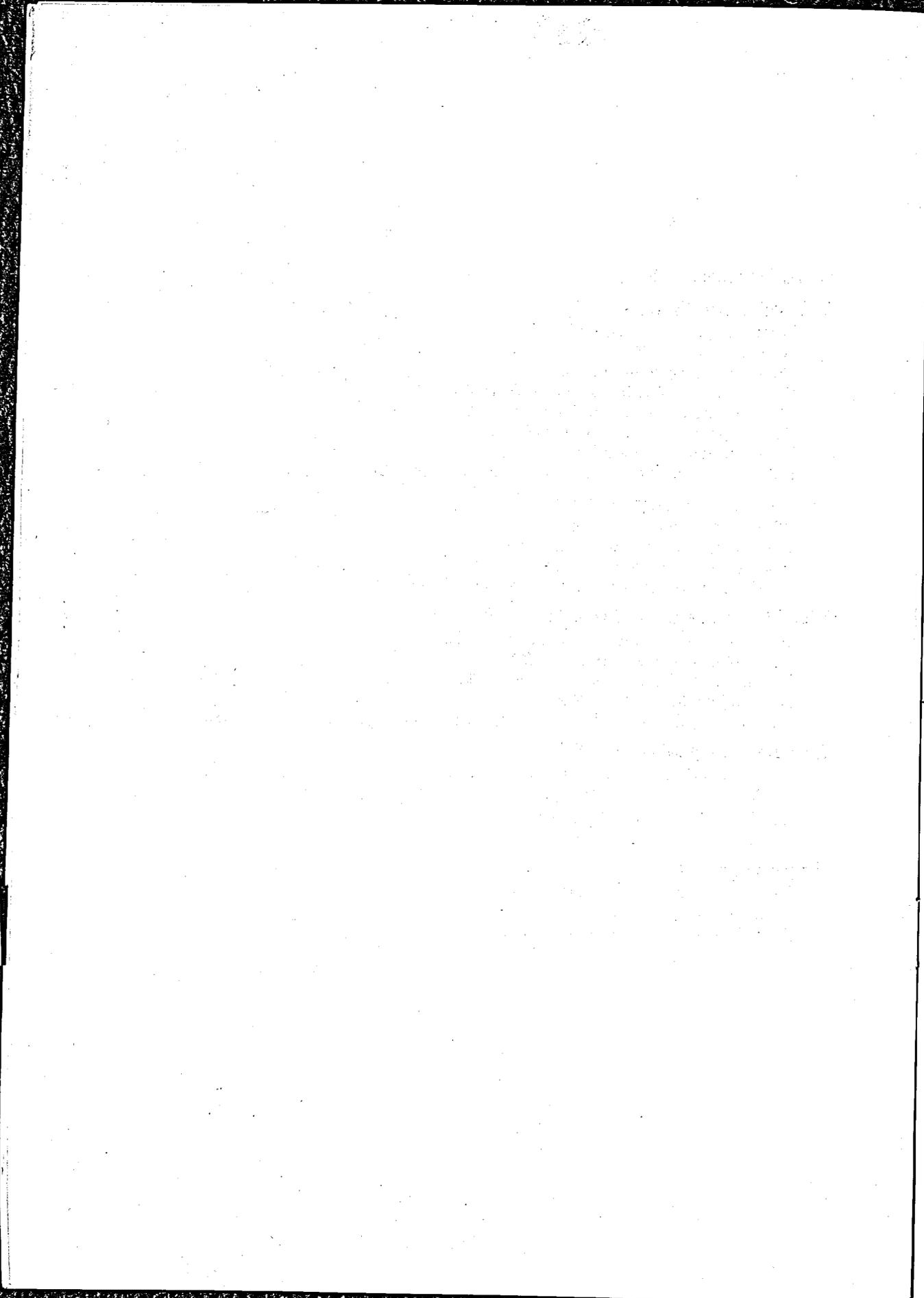
- Qui a répondu à la crise en Afrique? 22
- Comment les Canadiens ont-ils répondu? 24
- Quel rôle les médias ont-ils joué? 27
- L'aide se rend-elle? 28
- L'activité canadienne soutenue en faveur du développement et la catastrophe africaine 32

Recommandations 34

- L'aide alimentaire et l'assistance humanitaire 34
(Recommandations 1-9)
- Susciter une réaction publique durable 39
(Recommandations 10-15)

Annexe 41

- Nouveaux défis, nouvelles structures 41
- Comment puis-je faire ma part? 44
- Les Canadiens ont le dernier mot 50



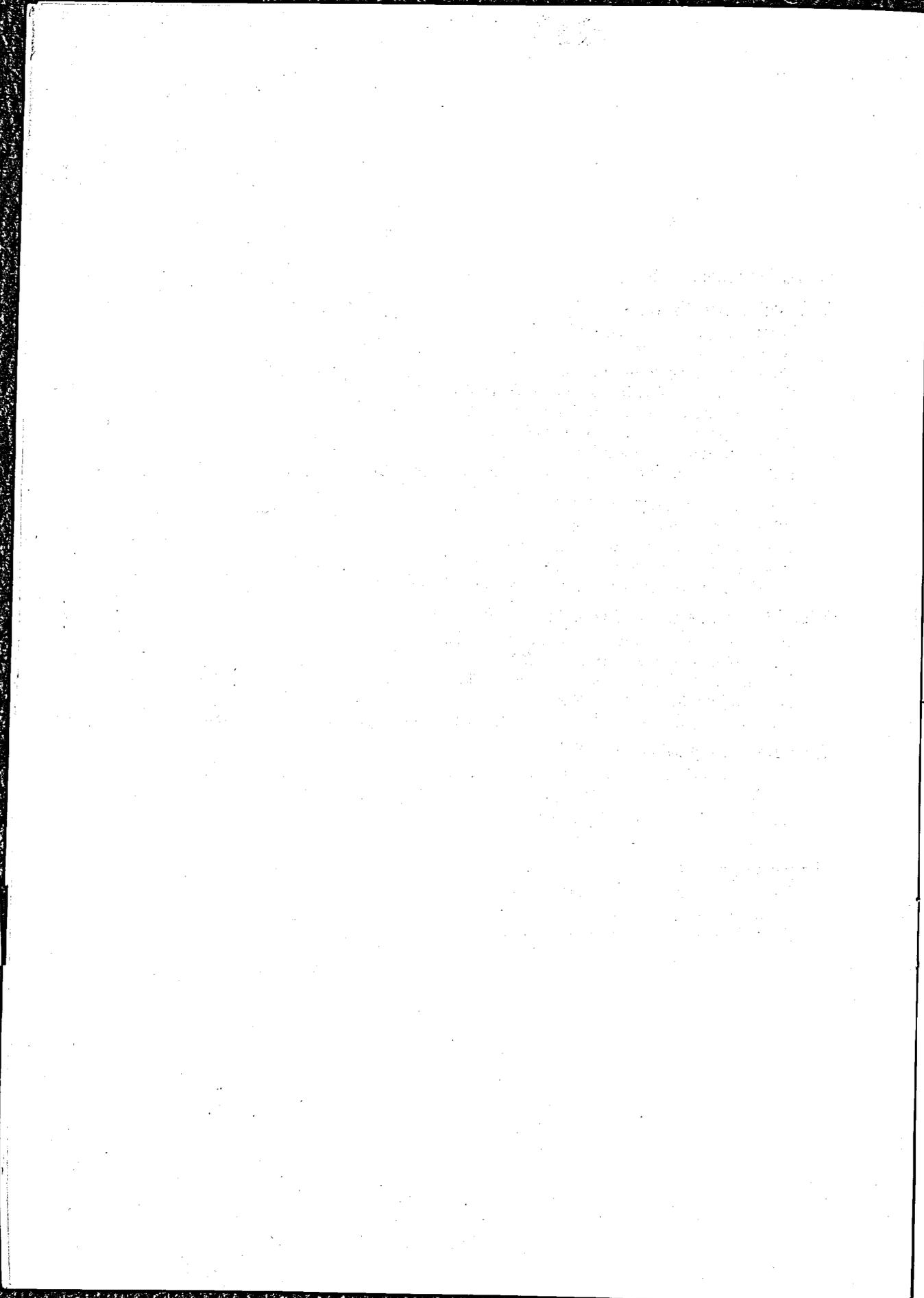
Introduction

La crise africaine est particulièrement complexe, que ce soit sur le plan humanitaire ou sur celui, plus vaste, de la politique étrangère. Il faut savoir que le Canada se disperse déjà énormément dans le Tiers-Monde. Nous intervenons dans plus de 80 pays, alors que des nations comme la France concentrent leurs efforts d'aide internationale sur une communauté deux fois moins nombreuse. Si nous décidons d'accorder une aide supplémentaire à l'Afrique, quelles seront les répercussions sur nos efforts en Asie et en Amérique du Sud, ou encore sur le soutien que nous apportons aux organisations des Nations Unies? Ce n'est que lorsque ces grandes questions auront trouvé une réponse, dans le cadre de la revue de politique étrangère menée actuellement, que nous pourrions définir et confirmer le rôle d'organismes importants comme l'ACDI, par rapport à celui des Nations Unies, des Affaires extérieures, de la Banque mondiale et d'autres entités internationales financées par le Canada.

Mon mandat exigeait clairement l'évaluation de la famine et la proposition d'étapes concrètes susceptibles d'en atténuer la gravité. Il est évident que cette tâche ne peut être accomplie isolément. Il faut tenir compte du rôle des autres organes gouvernementaux comme l'ACDI et de l'aide canadienne aux organismes internationaux ; cependant, les quatre mois couverts par mon mandat ont à peine permis d'évaluer la situation dans les régions africaines touchées par la sécheresse. En conséquence, mon rapport se limite à l'étude de cette question et à l'intervention canadienne immédiate qu'elle a suscitée. Au delà des problèmes à grande échelle, de la préparation des secours d'urgence et des plans généraux qui sont des éléments relativement abstraits, et même au delà des scènes insupportables montrées à la télévision, nous avons été exposés directement à l'inexprimable horreur des camps de réfugiés. Nous avons vu la misère multipliée à l'infini, des familles entières affamées, séparées et décimées — or, même au coeur de la catastrophe ces populations conservent une extraordinaire dignité et un espoir qui nous ont profondément émus.

C'est donc toujours d'urgence qu'il s'agit — et plus que jamais : le Soudan en est aujourd'hui presque au point où en était l'Éthiopie il y a quinze semaines. Les pluies se font toujours attendre et risquent de se faire attendre encore longtemps, puisque la chaîne écologique est rompue et ne se renouera pas sans aide. Par ailleurs, l'extrême gravité de cette famine a entraîné, à l'échelle des pays, une désorganisation telle qu'aucune administration au monde ne pourrait, sans aide, reprendre en mains les destinées de ces millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

Une situation aussi exceptionnelle n'est pas sans soulever de nombreuses questions. Ces questions, on les a posées partout, à la radio, à la télévision, dans les journaux, en Chambre — partout. Dans les pages qui suivent, nous répondons aux plus pressantes de ces questions, en vous faisant part des réalités dont nous avons été les témoins. Ces réalités nous ont menés vers des orientations et des choix, dont on trouvera l'écho dans nos recommandations.



La famine en Afrique

Que se passe-t-il en Afrique?

Ce que nous avons vu se produire au cours des derniers mois n'est rien d'autre que le bouleversement total de collectivités et de sociétés entières dans plus d'une douzaine de nations africaines. Des écosystèmes qui ont entretenu la vie pendant des milliers d'années se sont effondrés. La nature et l'homme ont par mégarde conspiré pour créer un milieu incroyablement inhospitalier.

Partout nous avons été témoins, pendant notre mission d'évaluation dans cinq des pays africains les plus gravement touchés par la famine, de l'indicible souffrance de millions de personnes cherchant à trouver la nourriture et l'eau essentielles à leur survie. Nous ne saurions décrire les centaines et les centaines de milles carrés de terres désolées que nous avons vues. Jamais un brin d'herbe, un buisson ou un arbre ne nous a semblé aussi précieux qu'après avoir traversé toutes ces terres complètement dévastées par la sécheresse prolongée. Cette sécheresse est la vieille compagne des populations de l'Afrique subsaharienne et de certaines parties de l'Afrique australe, qui essaient de maintenir la vie et la santé dans des conditions où cela semble impossible et qui y réussissent ordinairement.

Victime de la famine au camp de Bati, en Éthiopie.





Victime de la sécheresse au camp de Korem.

Qu'est-ce que la famine?

La famine, c'est ce qui se produit lorsque toute une population — hommes, femmes, enfants, de même que les animaux — est privée des éléments essentiels de la vie — nourriture, quelle qu'elle soit, et eau — pendant non seulement des jours, des semaines ou des mois, mais des années. C'est l'incapacité de toute une société de satisfaire ce besoin fondamental. C'est aussi la perte de vies et la destruction de l'ordre social et de la nature qui s'ensuivent. C'est cependant la vue des victimes de la famine, la vue de ces visages décharnés au regard pathétique, de ces corps squelettiques et déformés de femmes et d'enfants surtout qui nous fait prendre véritablement conscience de la pleine signification du mot famine.

Combien de personnes en souffrent?

Plus de 30 millions de personnes sont en danger de mort, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent trouver ou produire assez de nourriture et d'eau pour rester en vie ; et 150 millions de personnes — plus du tiers, presque la moitié de la population du continent africain — souffrent de la famine dans plus de 20



Dunes de sable à Nouakchott, en Mauritanie.

pays. Cette situation a provoqué de très grands bouleversements internes qui ont débordé les frontières des divers pays touchés. Des millions de personnes ont été littéralement jetées sur les routes, forcées par la famine d'abandonner foyers et villages. André Saumier, vice-président principal de Richardson, Greenshields of Canada Ltd. et membre de notre mission dans les pays de l'Afrique occidentale que sont la Mauritanie, le Mali et le Niger, a décrit en ces termes l'effet de la famine : « Nous retrouvions au Canada le parallèle de la situation subsaharienne si la calotte polaire se mettait à avancer vers le sud du Canada, gelant sur son passage nos cultures et nos animaux. À Nouakchott, nous avons vu des dunes de sable dans le milieu de la ville, des palmiers enfouis sous le sable et du sable montant à l'assaut des murs des maisons . . . »*

Le haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés estime qu'un million de personnes, venant du Tchad et de l'Éthiopie seuls, ont traversé les frontières soudanaises, pays voisin, au cours des douze derniers mois. Il est de ce fait difficile d'obtenir des chiffres précis sur le nombre de personnes touchées par la famine. En réalité, cette tâche est tout à fait impossible. C'est d'ailleurs là la conclusion de *The Economist* dans son numéro du 1^{er} décembre 1984 :

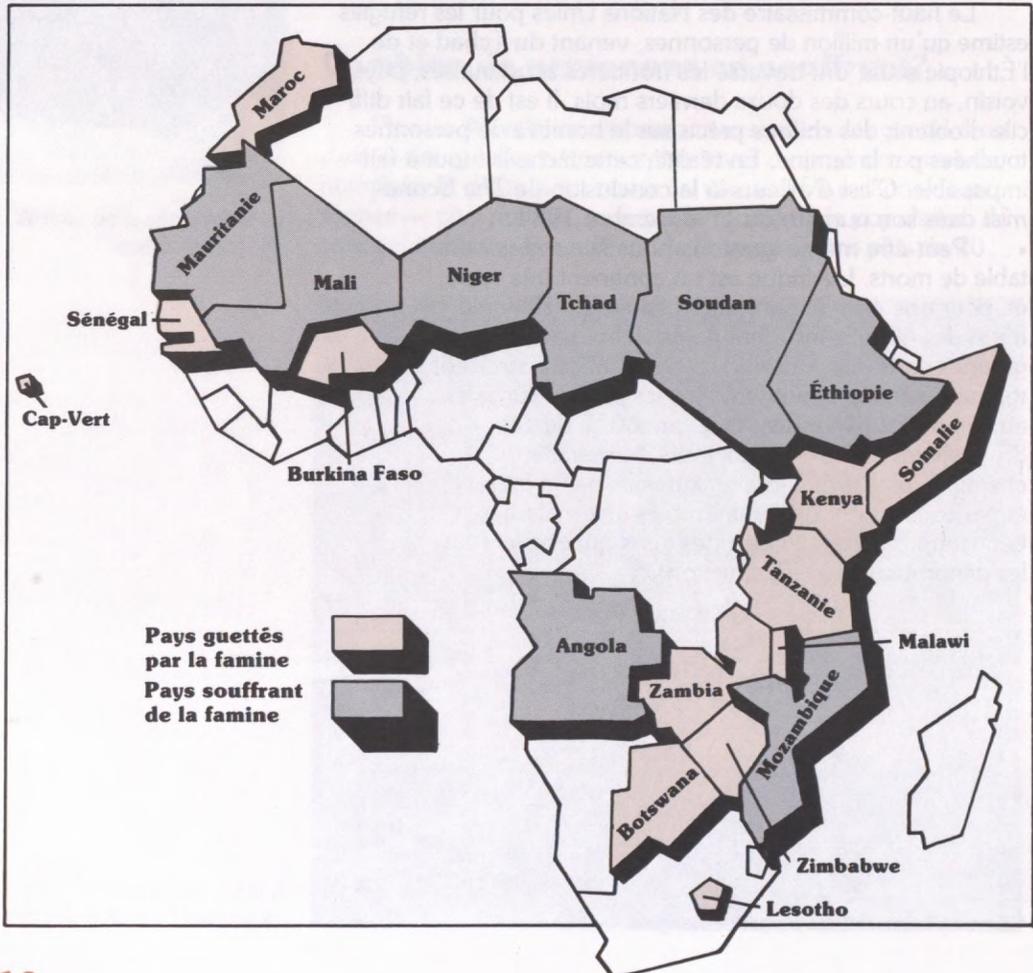
« . . . Peut-être même ignorons-nous le nombre véritable de morts. L'Afrique est un continent très vaste, et, pour une grande part, inaccessible. En Éthiopie, 85 % des 40 millions d'habitants vivent par petits groupes dans des endroits si reculés qu'ils interdisent tout accès sauf aux autochtones les plus endurcis et aux étrangers héliportés. Quelque 60 % de ces 85 % vivent à plus de deux jours de marche du chemin le plus rudimentaire. Affaiblis par la faim et par conséquent plus vulnérables aux maladies, beaucoup meurent à l'insu des gens qui essaient de les dénombrer . . . » (Traduction)

* Certains textes ont été traduits de l'anglais.

Où la famine sévit-elle en Afrique?

Les Canadiens ont d'abord pris conscience de la famine en Éthiopie. Mais l'Éthiopie n'est que la pointe de l'iceberg. La sécheresse, mère de la famine, et les terres abandonnées s'étendent, en Afrique, sur une large bande qui va de l'Éthiopie et de certaines parties de la Somalie, dans l'est, jusqu'à la côte atlantique en passant par le Soudan, le Tchad, le Burkina Faso, le Niger, le Mali et la Mauritanie. Le Mozambique, l'Angola et la Zambie sont d'autres pays durement frappés. La superficie du continent africain touchée par la sécheresse est si grande que seule une carte permet de s'en faire une idée adéquate.

La sécheresse en Afrique



Quelles sont les causes de la famine?

Désertification et sécheresse

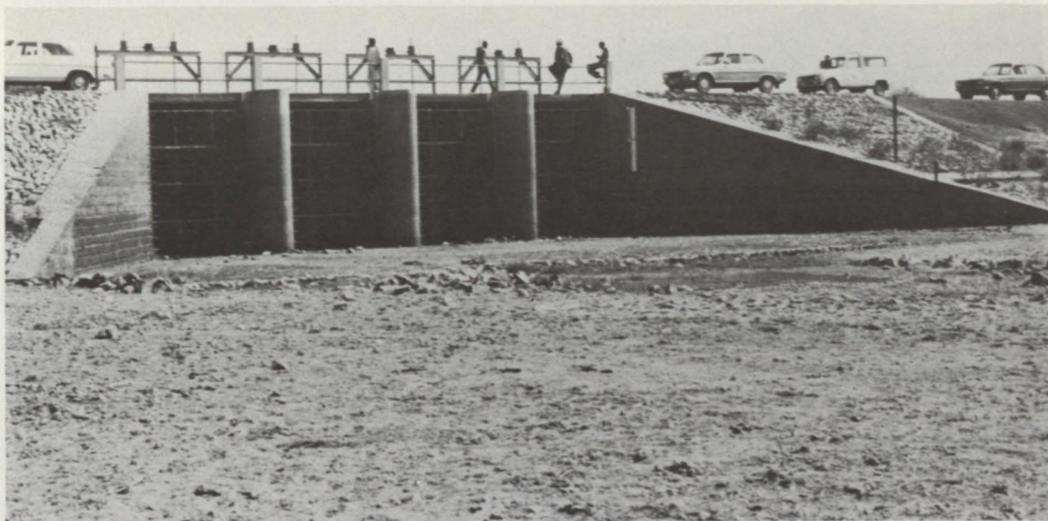
«Depuis la fin des années 60, la désertification gagne du terrain dans la partie nord de la région, en partie à cause des sécheresses périodiques, mais surtout à cause de l'action de l'homme :

a. l'homme est responsable du surpâturage, le déséquilibre entre la densité d'animaux dans un pâturage et la densité d'occupation que le pâturage peut supporter, soit parce que le cheptel a considérablement augmenté, soit parce qu'il est concentré autour de certains centres à cause de la présence d'eau ou pour d'autres raisons, sociales ou climatiques ;

b. l'homme détruit les arbres pour faire place à ses cultures itinérantes et pour obtenir le combustible à usage domestique et industriel (cuisine des ménages, boulangeries, briqueteries, etc.) dont il a besoin.» — Extrait du rapport du gouvernement régional soudanais, *The Strategy of Kordofan Regional Government . . . to Combat Desertification and Alleviate the Effects of Drought*. (Traduction)

L'absence de pluie

- Au Mali, la sécheresse de 1984 a été la pire que le pays ait connue depuis 1905.
- Dans la plupart des régions africaines souffrant de la sécheresse, les pluies n'ont jamais été aussi faibles depuis 40 à 50 ans.



Barrage à sec au Niger.

- Le Sahara avance progressivement sur un front de milliers de kilomètres de long entre Dakar et Djibouti depuis la fin des années 60.

Augmentation de la population et pratiques culturelles traditionnelles

- La population de la majorité des pays africains a doublé depuis 20 ans. Malgré les nombreux progrès accomplis sur le plan de l'éducation et de la santé, 85 % des Africains vivent encore à la manière traditionnelle. Leur mode traditionnel de culture, de pêche et de coupe du bois a concouru, avec la sécheresse et la pression exercée sur les terres par la croissance démographique, à la désertification que nous avons vue partout.

«Beaucoup de parties de l'Alberta sont sèches. Dans la région de Pincher Creek, par exemple, la loi interdit de mettre plus d'une vache en pâturage par 25 acres de terre. Autoriser une plus grande concentration d'animaux reviendrait à détruire les terres. Il y a des réponses, et elles n'ont rien d'extraordinaire ou de compliqué.» — Harold Martens, fermier, député de la Saskatchewan, membre de la mission au Soudan.

La pauvreté

- Les pays affamés sont des pays ordinairement pauvres : même en temps normal, ils disposent de peu de ressources pour améliorer leur sort ou réparer les dommages causés aux



Grande route couverte de sable en Mauritanie.

terres par les activités courantes de l'homme. En 1982, le revenu annuel per capita en Éthiopie, en Tanzanie et au Mozambique était de moins de 400 \$. Les pays les plus pauvres du monde comprennent le Tchad, le Mali, la Somalie, le Niger et la Gambie, tous des pays où la sécheresse sévit. Le revenu per capita en 1983 a été de 4 % inférieur à celui de 1970, milieu de la première période de sécheresse. La pauvreté est habituellement associée à la pression démographique, et c'est effectivement le cas en Afrique.

- En dépit de la sécheresse, la croissance démographique est de 3 % par année, et cela même si la moitié des enfants meurent avant l'âge de cinq ans.

Les guerres

- Des guerres civiles déchirent les pays les plus durement frappés par la famine : l'Éthiopie, le Tchad, l'Angola et le Mozambique. Le Soudan n'échappe pas, lui non plus, à ce sort ; le sud du pays est aux prises avec une guerre civile. Le comble de l'ironie est que les armes modernes, qui ont permis à ces conflits d'atteindre des proportions telles que 3,5 millions d'Africains ont été tués depuis 1945, viennent des pays développés dont certains fournissent aussi de la nourriture et de l'aide au développement. La guerre et la pauvreté sont les facteurs humains les plus importants de la famine africaine. La disponibilité de nouvelles sources d'énergie et de fourrage per-



Cours d'eau à sec en Afrique de l'Ouest.

mettrait d'épargner les arbres, de reconstituer les forêts et, à la longue, de ramener la nappe phréatique à un niveau plus normal, en raison du rétablissement du régime normal des pluies. C'est à ce niveau que nous pouvons mettre en place des mécanismes d'action susceptibles de réduire les causes mêmes de la famine et de la pauvreté. Dans nos recommandations, nous mentionnons certains des moyens qui nous semblent pouvoir susciter au Canada une réaction publique durable. La guerre, bien entendu, c'est autre chose.

Que se passera-t-il s'il pleut cette année?

S'il pleut, nous pouvons envisager une atténuation graduelle des effets de la présente sécheresse. Mais, même si les pluies approchaient leur niveau normal, il ne faudrait pas compter sur un retour immédiat à la vie normale, qui a été si grandement bouleversée. Dans les régions frappées par la sécheresse, les gens ont été contraints d'abandonner leurs villages et ne seraient pas en mesure de semer, loin de là. Ils sont dans des camps de réfugiés ou trop faibles pour être productifs. Les fermiers qui sont encore là n'ont pas de semences. Leur bétail est mort.

Pour donner une idée de l'ampleur du problème, soulignons qu'il faudrait cette année 32 000 tonnes métriques de semences pour l'Éthiopie seule, et qu'il faudrait absolument qu'elles arrivent à temps pour les semailles. Ces semences devraient être distribuées dans les régions reculées où la famine est souvent si grande qu'au lieu de mettre les semences en terre, les gens les mangeraient pour survivre. D'ailleurs, les outils nécessaires à la plantation et au travail de la terre ont été souvent perdus ou vendus.

Même la pêche traditionnelle dans des cours d'eau internationaux comme le Niger n'est plus productive : la baisse du niveau de l'eau en a changé les conditions écologiques au point que les poissons n'arrivent plus à s'y reproduire. Cette baisse du niveau de l'eau a aussi réduit la production de cultures aquatiques comme le riz.

Que se passera-t-il s'il ne pleut pas?

Les conséquences d'une nouvelle sécheresse semblable à celle des deux ou trois dernières années sont presque trop effroyables pour que l'on ose y penser. La famine augmenterait certainement, en dépit des très grands efforts déployés en ce moment. Faute de pluies, les efforts de développement devraient céder le pas à d'autres secours d'urgence. «Dans bien

des pays africains, la population doit subsister sans le secours d'aucun service public [éducation et santé, par exemple] ; en effet, les problèmes politiques et économiques du court terme absorbent toutes les énergies et toutes les ressources des gouvernements.» — Rapport de la Banque mondiale de 1984, *Un programme d'action concertée pour le développement stable de l'Afrique au sud du Sahara*.

En quoi l'Afrique diffère-t-elle d'autres parties du monde?

Les vastes étendues de l'Afrique qui souffrent directement de la famine en ce moment ne diffèrent d'autres parties du monde que parce que leurs populations sont plongées dans une lutte désespérée pour survivre dans un milieu devenu extrêmement hostile et devant l'insuffisance de leurs pratiques culturelles face aux conditions actuelles. Et pourtant, l'examen du potentiel de la majorité de ces régions révèle qu'elles ont déjà eu une agriculture parmi les plus productives du monde. Le Soudan et l'Éthiopie n'ont-ils pas déjà été appelés les greniers de l'Afrique, comme nos provinces de l'Ouest : le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta. Selon les experts, des pratiques agricoles destructives et axées sur les gains à court terme ont contribué à la sécheresse des années 30 au Canada tout autant que l'absence de pluie. Il faut donc prendre très au sérieux la famine africaine, autant pour tous les avertissements qu'elle nous donne quant à l'avenir que pour le désastre qu'elle constitue aujourd'hui. Les arbres, qui sont tenus pour acquis au Canada, sont dans l'Afrique affamée une ressource rare et précieuse. Il y a 60 ans, 40 % de la superficie de l'Éthiopie était couverte de forêts. Aujourd'hui, cette superficie est inférieure à 4 %. En somme, il ne serait pas faux de dire qu'une nation riche est celle qui a des arbres et qu'une nation pauvre est celle qui n'en a pas.

Les Africains

Qui sont-ils?

«Vous auriez dû nous donner au moins 50 ans pour parcourir le chemin que vous avez parcouru au cours des 500 dernières années.» — Président Senghor du Sénégal.

En Afrique, 85 % des gens vivent dans des collectivités rurales. Beaucoup de ces collectivités existent depuis des siècles ; souvent, chacune possède sa propre langue, sa religion, ses traditions, ses lois, ses droits coutumiers. D'importantes parties de l'Afrique se composent en fait de milliers de très petites «nations». Les pasteurs, c'est-à-dire les nomades, constituent l'autre groupement social important. Généralement, dans les régions où le pastoralisme domine, on ne trouve qu'une seule religion — comme l'islam — et les langues, moins nombreuses, sont répandues sur de plus grands territoires que dans les régions ayant une population sédentaire. Malgré cela, l'absence de communications modernes (trains, grandes routes et téléphone, par exemple) explique qu'il n'existe que des liens très ténus entre les nomades. Au Sahel, région traditionnellement peuplée de nomades, on trouve une grande diversité de langues et de cultures.

L'Afrique traditionnelle avait établi un équilibre entre les pasteurs, attachés à la transhumance de leurs troupeaux, les paysans sédentaires des villages et les citadins. Les frontières nationales, en grande partie établies par les colonisateurs européens, les armes fournies par les nations industrialisées et la sécheresse qui sévit actuellement ont bouleversé cet équilibre traditionnel : les collectivités paysannes et pastorales s'effondrent, les gens affluent massivement vers les villes. La population de Nouakchott, en Mauritanie, qui était de 135 000 habitants il y a dix ans et de 180 000 cinq ans plus tard, se situe aujourd'hui entre 450 000 et 500 000. Dans toutes les régions de l'Afrique frappées par la sécheresse, les villes sont tellement surpeuplées qu'elles n'arrivent plus à fournir les services les plus élémentaires, comme l'eau potable. Ces grands bouleversements sont vécus par de jeunes nations qui luttent pour résoudre des problèmes sociaux, économiques et politiques que l'Europe et l'Amérique du Nord ont mis des centaines d'années à résoudre.

Quand ils ont accédé à l'indépendance dans les années 50 et 60, les Africains ont hérité, des gouvernements coloniaux, de régions géographiques dont l'unité n'avait aucun fondement historique. Avant l'époque coloniale, les Africains n'avaient jamais été incités, par la langue ou la religion par exemple, à se regrouper en grandes nations : le Nigéria, notamment, compte environ 250 langues distinctes. Nombre d'Africains ont été mis en contact les uns avec les autres pour la première fois à la création des empires coloniaux européens. Mais l'époque coloniale représente une très courte période de l'histoire africaine — environ un siècle —, au cours de laquelle les Européens ont passé plus de temps à se battre entre eux qu'à organiser l'Afrique. C'est ainsi que, dans les années 60, les Africains ont été laissés à eux-mêmes dans des pays non pas nés d'une évolution naturelle, mais imposés de l'extérieur.

Le problème de la langue illustre bien toute la complexité et la difficulté de la création d'une nation moderne en Afrique. Les nouvelles nations africaines doivent employer le français ou l'anglais comme langue officielle à cause du grand nombre de leurs langues autochtones qui, comme les langues amérindiennes, sont de surcroît des langues parlées, non des langues écrites. Même la communication entre les habitants d'un pays moderne d'Afrique est difficile.

La Banque mondiale résume ainsi la situation dans son rapport *Un programme d'action concertée pour le développement stable de l'Afrique au sud du Sahara* : «Les pays africains sont indépendants depuis relativement peu de temps. Les systèmes politiques nationaux ne s'appuient pas sur d'anciennes traditions et la composition ethnique des pays est extrêmement diversifiée.»

Qu'arrive-t-il aux femmes?

L'agriculture est le pilier de la majorité des pays africains. Dans les régions rurales, les femmes produisent au moins 50 % de la nourriture. Dans certaines parties de l'Afrique australe, ce chiffre atteint 90 %. Outre la préparation de la nourriture familiale, les femmes se chargent des corvées du bois de feu et de l'eau et élèvent les enfants. Les Nations Unies estiment qu'une Zambienne travaille, pendant la saison de plantation, 16 heures par jour, soit de 5 h à 21 h, pour accomplir toutes ces tâches.

Les secours et l'aide au développement qu'offrent les pays donateurs aux pays dans le besoin sont en grande partie contrôlés par des organismes gouvernementaux, eux-mêmes dirigés par des hommes. Il y a lieu de croire que l'aide étrangère profite surtout aux hommes et que seule une petite partie de cette aide finit par atteindre les femmes. Pourquoi? Simple-

Préparation du pain par une Éthiopienne.



ment parce que ce sont généralement les hommes qui définissent les projets de développement à réaliser et qu'ils le font en songeant avant tout à eux-mêmes. Ainsi, bien que, à l'échelle mondiale, les femmes fournissent entre 50 et 75 % du travail, leur revenu ne représente que 10 % du revenu mondial et elles détiennent moins de 1 % des biens.

En outre, les projets de nature à modifier radicalement la condition de la femme, comme les projets intéressant l'éducation et la planification des naissances, sont politiquement délicats : ils touchent de profondes convictions religieuses et culturelles. Les pays donateurs les évitent donc au profit de projets de développement technique et agricole — projets de construction de barrages, d'irrigation, de création de nouvelles races de bovins et de nouvelles variétés de semences — qui tendent tous à profiter d'abord aux hommes, propriétaires terriens, et, très accessoirement, aux femmes.

Qu'arrive-t-il aux enfants?

Ce sont les enfants qui souffrent et meurent les premiers de la faim quand une famine sévit. Cela pour deux raisons : leur petite taille et l'insuffisance des immunités acquises. Les nourrissons et les jeunes enfants résistent mal aux effets de l'absorption d'eau contaminée ; par ailleurs, une perte de poids



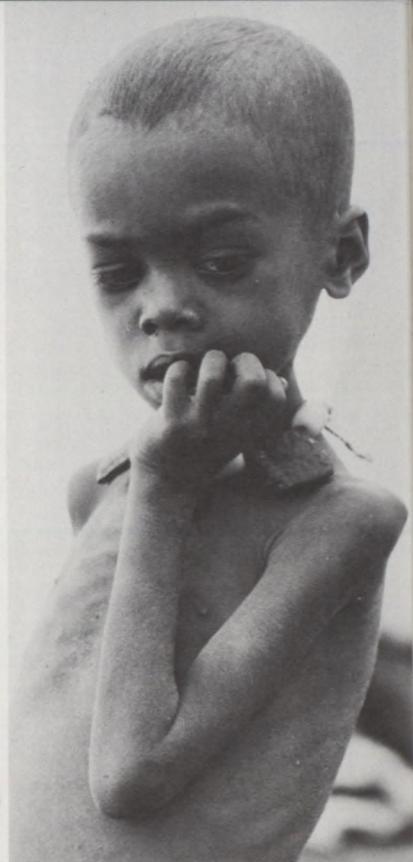
Poste de distribution de nourriture en Afrique occidentale.

de 20 % suffit à amener un petit enfant à l'article de la mort. En revanche, les petits résistent mieux que leurs parents à l'horreur de la perte du foyer et du gagne-pain. Nous avons vu des enfants souriant, riant et jouant dans des conditions qui marquaient de désespoir le visage des adultes. Mais les effets à long terme d'une malnutrition prolongée sont permanents. Dans les hôpitaux des camps de réfugiés, nous avons vu des enfants physiquement amoindris presque au delà de l'imaginable. Que des enfants subissent un sort si cruel et si injuste est pour nous incompréhensible, inexplicable et inacceptable.

Que font les Africains pour prendre leur sort en main?

«Les Africains n'abandonnent pas facilement. Beaucoup ont semé trois ou quatre fois durant la même année dans l'espoir que les pluies viendraient et qu'il y aurait une récolte ; c'est seulement quand il n'y a plus eu de semences qu'ils sont partis.» — Président Kountché du Niger, janvier 1985, s'adressant à la délégation canadienne.

Les Africains sont fiers et, souvent, ne sonnent pas l'alerte assez tôt pour que les secours arrivent à temps. Chaque personne, chaque village, chaque gouvernement déploient de longs et durs efforts avant de se résoudre à demander de l'aide étrangère.



Enfant affamé au camp de Bati.

Forage à la main d'un puits au Niger.

La collaboration est difficile à organiser dans les pays africains, qu'il s'agisse de collaboration entre pays ou entre régions d'un même pays. La famine frappe sans égard aux frontières nationales. Beaucoup de comités régionaux africains ont été mis sur pied. Ainsi en est-il du CILSS (Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel), dont la Mauritanie, le Mali, le Sénégal, le Ghana, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad font partie. Les ministres de l'agriculture de ces pays se rencontrent et rencontrent les représentants des pays donateurs pour discuter de la meilleure manière de dépenser les dollars qu'ils reçoivent pour lutter contre la sécheresse dans leur pays.

Nous avons visité des projets d'irrigation couronnés de succès. On nous a rappelé que, jusqu'à la présente sécheresse, le Mali réussissait à nourrir une population en expansion, de même que le Niger. Partout où nous sommes allés au Sahel, nous avons été frappés par l'importance que l'on attache à lutter contre la sécheresse avant qu'elle ne s'aggrave au point de chasser les gens de chez eux.

Dans les pays déchirés par la guerre, les priorités ne sont pas toujours ce qu'elles devraient être. Ainsi, dans les provinces du Wollo, du Tigré et de l'Érythrée, en Éthiopie, l'absence de routes complique énormément l'acheminement des secours. C'était déjà le cas il y a dix ans lors de la précédente famine dans cette région. La situation n'a pas changé : les con-



Projet d'irrigation au Mali.

flits armés ont interdit la construction de routes dans ces régions. Au Niger, comme le président du pays le soulignait, 1 800 kilomètres de routes ont été aménagés, depuis la dernière grande sécheresse, dans les provinces de nouveau touchées par la sécheresse. Il est vrai, ajoutait-il, que les nations africaines pacifiques n'attirent pas l'attention de la communauté internationale autant qu'elles le devraient, en raison du simple fait qu'elles affrontent la sécheresse sans les complications évidentes d'une guerre intestine.

La guerre transforme des gens productifs en réfugiés plus rapidement que l'absence de pluie. Ces réfugiés affluent dans les pays voisins, imposant une charge additionnelle à des pays dont les ressources ont été diminuées par la sécheresse. Comme le souligne la Banque mondiale (dans son rapport d'août 1984) : «Le Continent africain représente moins du dixième de la population mondiale ; mais plus du quart des 10 millions de réfugiés du monde sont en Afrique. Ce chiffre ne comprend pas les réfugiés économiques ou les habitants qui ont été déplacés d'une région à l'autre de leur pays.»

Le Soudan a déjà accueilli cette année un million de réfugiés, venus principalement des pays ravagés par des luttes intestines : Éthiopie, Tchad et Ouganda.



Tentes données par la communauté internationale.

La réponse des Canadiens

Qui a répondu à la crise en Afrique?

«Monsieur Clark,

Veillez trouver ci-joint un chèque personnel de 125 \$ que je verse pour les enfants affamés de l'Éthiopie. Je compte bien que cet argent sera consacré à l'envoi de vivres et non d'armes . . . Je n'irai pas jusqu'à dire que ce don n'est pas un sacrifice pour moi qui étudie à plein temps à l'université de l'Alberta et ai trois adolescents à charge. J'ai simplement dit aux enfants que, cette année, nous aurions un Noël plus modeste, mais qu'en revanche nous aurions la tranquillité de conscience que donne la certitude d'avoir fait sa part . . . »

Campagne de souscription
de fonds de Florence Reid.

Nancy Leavitt
Edmonton, Alberta



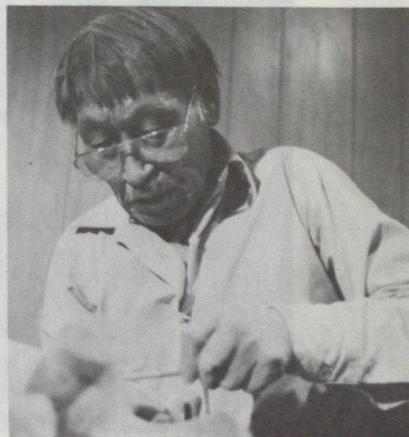
Ce n'est là qu'un extrait d'une des nombreuses lettres qu'ont envoyées tous les Canadiens qui ont voulu aider personnellement à alléger les souffrances en Afrique, et ils sont nombreux ceux qui ont répondu généreusement à l'appel lancé. De l'Arctique au sud de l'Ontario, de Terre-Neuve à la Colombie-Britannique, les Canadiens ont trouvé et trouvent encore les moyens de partager. Spontanément, des initiatives de toutes sortes se sont organisées dans les centres commerciaux, les restaurants, les centres communautaires, les lieux de travail, les municipalités, les écoles et les clubs philanthropiques. Les organismes bénévoles oeuvrant en Afrique se sont retrouvés submergés de demandes les incitant à l'action. Même les pensionnés et les assistés sociaux ont fait leur part. Les Canadiens ont été profondément touchés par la crise africaine. Plus d'un demi-million d'entre eux ont donné entre 60 et 80 \$ chacun. Des dons importants ont été reçus des Territoires du Nord-Ouest et de Terre-Neuve, deux régions du Canada qui ne passent pas pour particulièrement riches. À croire que les Canadiens dont la vie, depuis toujours, est une dure lutte contre la nature ont tout naturellement été portés à aider ceux qui luttent contre les éléments pour survivre.

«Chers amis,

Nous regrettons que cet argent ne vous ait pas été envoyé avant que la situation dans votre pays n'atteigne l'état de crise. Nous n'avons que récemment appris, par les bulletins de nouvelles, qu'il y avait une famine chez vous. Nous savons que vous ferez tout en votre pouvoir pour aider les plus mal en point avec l'argent que nous vous envoyons. Notre collectivité d'à peine un millier de personnes a créé un comité qui continuera de recueillir des fonds pour venir en aide à vos compatriotes affamés, malades et indigents. Nous avons la bonne fortune de vivre dans un pays où l'eau et la nourriture ne manquent jamais, mais nous voyons bien, maintenant, qu'il faut partager nos richesses avec les moins fortunés que nous, et nous entendons bien continuer dans ce sens. Nous aurons une pensée pour vous dans nos prières. Affectueusement.»

Les gens de Eskimo Point, T.N.-O.

*Henry Evaluardjuk,
sculpteur inuit, faisant don
d'une de ses oeuvres.*



Comment les Canadiens ont-ils répondu?

Les Canadiens ont répondu par la voie habituelle des campagnes de souscription de fonds, mais ils ont aussi trouvé bien d'autres moyens, tous plus intéressants les uns que les autres. La ville de Vancouver s'est engagée à recueillir 1 million de dollars et a mis d'autres villes canadiennes au défi de l'imiter. Le conseil municipal d'Ottawa a nommé un coordonnateur de l'aide à la famine africaine après avoir recueilli plus de 13 000 \$ suite à la parution d'un article dans la page du quotidien de la ville consacrée aux nouvelles locales. Le Kinsmen Club de Kingston, Ontario, a aidé à recueillir assez de fonds pour envoyer une équipe médicale volontaire en Éthiopie en février ; tous les Kinsmen Clubs du Canada, plus de 600, se sont engagés à soutenir les efforts déjà déployés. Quant aux gouvernements provinciaux, ils ont donné un remarquable exemple, dont le lecteur pourra juger en lisant le détail de leurs efforts, à la fin de cette section.

Les collectivités ont mobilisé les ressources d'organisations non gouvernementales (ONG), de sociétés privées et d'autres secteurs pour réaliser ce qu'elles avaient imaginé de faire pour venir en aide aux Africains. Ainsi, les habitants de Halifax, en collaboration avec l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC), ont organisé le transport aérien de vivres vers l'Éthiopie qui a eu lieu la veille de Noël. Depuis, les gens de la Nouvelle-Écosse ont continué d'aider les Éthiopiens ; ils ont même proposé récemment de jumeler des collectivités des Maritimes avec des villages éthiopiens.

Départ pour l'Éthiopie de l'équipe médicale envoyée par le Kinsmen Club.

La réponse des jeunes est particulièrement touchante. Les écoliers ont sacrifié leurs déjeuners, ont organisé des concours d'épellation, des ventes de pâtisseries, des danses, toutes





Pont aérien de Noël vers l'Éthiopie.

sortes d'activités pour recueillir des fonds et faire connaître le monde en développement. Le Centennial Regional High School de Greenfield Park, au Québec, a ainsi recueilli plus de 15 000 \$. À la fin de janvier, le très honorable Joe Clark s'est adressé aux élèves et a loué leurs efforts. Dans sa lettre aux parents, le principal de l'école disait : « . . . bien qu'il soit normal de louer, et cela à juste titre, les réalisations de l'homme dans sa conquête de l'espace, il est criminel de permettre qu'elles éclipsent la désolation et les pertes de vies humaines sans précédent que cause une pénurie de nourriture . . . »

Notre Bureau, les ONG, les députés et les ministres de la Couronne ont reçu des centaines de dons individuels qui se chiffrent en milliers de dollars.

Des maisons de commerce ont donné des vivres et du matériel médical ; des entreprises de camionnage ont offert des camions et des chauffeurs pour acheminer les secours vers les ports et les aéroports. Outre les offres d'aide directe aux ONG, notre Bureau a souvent reçu des offres importantes de secours accompagnés des services nécessaires : la moitié était des offres de nourriture, d'abris et de distribution de vivres ; un quart, des offres de transport ; un quart, des offres de travaux de développement à moyen et à long terme, de fournitures et de services médicaux.

Aussi, notre Bureau a reçu des centaines de téléphones, de visites ou de lettres de Canadiens qui offraient leurs services. Des centaines d'offres d'aide technique et personnelle, rémunérées aussi bien que bénévoles, ont afflué à notre Bureau et à ceux des organismes non gouvernementaux. Des

Canadiens, jeunes ou vieux, de tous les milieux sociaux, de tous les coins du pays, exerçant les métiers les plus divers, ont cherché à se rendre utiles. Il y eut notamment des techniciens et des mécaniciens de Vancouver et de Sudbury, des fermiers de l'Alberta, des pêcheurs du Cap Breton, des foreurs de puits du Québec.

«Monsieur Clark,

Savoir que son pays contribue généreusement à l'effort d'aide aux Africains n'empêche pas certains Canadiens de vouloir quand même faire quelque chose de plus. À votre avis,

Contributions de provinces et municipalités au 8 mars 1985

Provinces	Organismes	Activités	Montants
Alberta	Alberta Agency for International Development	Aide en contrepartie (en espèces et en nature)	3 219 344 \$
	Ville de Calgary		12 500
Colombie-Britannique	B.C. Agency for Aid to Developing Countries Programmes and World Disaster Areas	Fonds en contrepartie :	54 700
		Société canadienne de la Croix-Rouge	23 000 \$
		Vision mondiale Canada	13 000
		Fondation canadienne contre la faim	3 000
		Frontiers Foundation	10 000
	Canadian University Service Overseas (CUSO)	5 700	
	Ville de Vancouver	Fonds organisé par la mairie (objectif de 1 million \$)	350 000 +
	Chilliwack	Pour appuyer l'émission «100 Huntley Street»	200 000 +
Manitoba	Manitoba Council for International Co-operation	Banque de céréales vivrières	— ^a
Terre-Neuve		Pour appuyer la Croix-Rouge	50 000
Nouvelle-Écosse	Ville de Halifax	Pour appuyer l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC)	50 000
Ontario	Gouvernement	Don de 5 000 t de blé ^b	1 500 000 (estimation)
	Ville de Toronto	Pour appuyer la Croix-Rouge	50 000
	Ville de Hamilton/Wentworth	Pour appuyer la Croix-Rouge	25 000
Ile-du-Prince-Édouard		Pour appuyer la Croix-Rouge	10 000
Québec	Gouvernement	Fonds en contrepartie et dons	3 500 000
Saskatchewan	Gouvernement	Don de 23 100 t de blé	4 000 000 ^c
Total			13 121 544 \$

^aMontant de la contribution inconnu.

^b1 tonne métrique = 0,984 tonne impériale.

^cLe gouvernement du Canada a couvert l'autre 50 % du coût.

l'Éthiopie pourrait-elle employer de la main-d'oeuvre canadienne en plus de matériel canadien? Il doit y avoir beaucoup de personnes qui aimeraient être à bord d'un de ces avions canadiens et qui sauraient se rendre utiles de mille et une façons là-bas. Je vous propose de réunir un groupe de travail, de la taille voulue, composé de volontaires. Ces personnes travailleraient sous la direction des agences de secours. Si une telle proposition se révélait irréalisable, y aurait-il d'autres façons d'apporter une aide efficace sur place?»

Roger Burrows
Edmonton, Alberta

Plus de 50 grands artistes canadiens, baptisés pour l'occasion les «Northern Lights», se sont réunis à Toronto en février, au Manta Sound Studio, et ont, sans rétribution, enregistré la chanson: «Tears are not Enough». L'équipe des étoiles de la ligue nationale y est allée de son bout de chanson. Les produits de la vente de la bande vidéo et du disque, maintenant sur le marché, seront déposés dans le fonds en fiducie «Northern Lights» et serviront aux secours d'urgence et à des travaux de développement en Afrique.

Des collègues, des universités du pays nous ont offert leurs compétences et leur expérience en recherche tout en nous demandant notre avis sur la meilleure façon de les mettre à contribution. Une lettre rédigée au nom de tous les directeurs des écoles d'agriculture du Canada sollicitait des suggestions sur la meilleure façon pour ces écoles de contribuer à rebâtir l'agriculture africaine, entreprise à tout le moins titanesque.

Quel rôle les médias ont-ils joué?

«Les scènes que vous voyez à la télévision ne mentent pas. Nous en avons été témoins nous-mêmes : un paysage



Artistes canadiens enregistrant la chanson «Tears are not Enough».

Projet d'envoi de secours
de la coopérative des
fermiers.



*Joueurs de la LNH chantant
avec les artistes canadiens.*



lunaire, des lits de rivières, aussi larges que la rivière des Outaouais, asséchés comme un os.» — Brian Tobin, député, membre de la première mission en Éthiopie.

C'est le 1^{er} novembre 1984, à l'émission «The National» du réseau télévisé de la CBC, que, pour la première fois, les médias d'information annonçaient le désastre aux Canadiens. Dans les jours et les semaines qui ont suivi cette nouvelle, nous avons eu l'occasion de voir, comme il arrive rarement, comment la télévision peut, sur un sujet précis, éveiller la conscience des Canadiens.

Si tous les médias d'information ont couvert, régulièrement, le désastre africain, il revient à la télévision d'avoir lancé un défi aux Canadiens grâce à ses reportages percutants : il s'agit du réseau CTV, de l'émission «Le Point», à Radio-Canada, de l'émission «Nord-Sud», à Radio-Québec, de l'émission «Droit de parole», au réseau TVA, et du réseau Global. De plus, le réseau de la CBC a mis sur pied une semaine de la faim en Afrique, fin novembre et début décembre, au cours de laquelle les émissions régulières ont présenté des reportages permettant aux téléspectateurs de mieux comprendre les problèmes de l'Afrique et de la famine. Les stations radiophoniques ont également diffusé un grand nombre d'émissions et d'interviews sur le sujet ; leurs tribunes libres ont connu un grand succès en organisant des collectes de fonds. Au cours de cette même période, journaux et magazines canadiens ont, pour leur part, aidé la population à interpréter l'événement. Aujourd'hui encore, les médias ne cessent de nous mettre au défi au sujet de cette catastrophe.

L'aide se rend-elle?

Parmi les problèmes les plus importants auxquels nous avons dû faire face, nous en relevons deux : le grand public exigeait que les vivres soient acheminés immédiatement en

Éthiopie par un pont aérien ; il voulait obtenir l'assurance que l'aide se rendait à destination. Nous n'avons pas seulement compris l'inquiétude des citoyens, nous l'avons aussi partagée. En d'autres mots, il existait un besoin urgent de nourriture, de médicaments et d'abris, et tous ces produits étaient immédiatement disponibles au Canada. Ne suffisait-il pas d'embarquer toutes ces provisions à bord d'un avion des Forces armées et de les envoyer en Éthiopie?

Peu de gens savent que les avions des Forces armées ne volent pas gratuitement et qu'il faut les nolisier ; qu'un DC-8 allongé d'Air Canada a le double de la contenance d'un Hercules, et qu'avec lui le transport de la tonne par kilomètre est moins cher ; enfin, que, mis à part le temps qui est précieux, le transport par mer est presque cent fois plus économique que par air. À nous incombait la responsabilité de soupeser les coûts et les avantages des diverses options qui se présentaient, ce qui n'était pas toujours facile.

Il est bien compréhensible que seules quelques personnes aient pu mesurer la complexité des moyens de transport et de distribution des vivres à une population affamée, dans un milieu hostile, alors que les températures atteignent 45 °C dans les ports de la mer Rouge ou au Sahel, alors qu'il n'y a pas de réfrigérateurs, que le transport fait problème, que l'entreposage est pratiquement impossible, et que tout ne convient pas à une population mourant de faim.

Le pont aérien organisé à Noël a prouvé que les Canadiens étaient capables de réagir rapidement et à l'unisson en temps de crise. Donateurs, industriels, fournisseurs, transporteurs, opérateurs et organisateurs ont tous si bien répondu que, du côté canadien, les dons pour le pont aérien ont dépassé les attentes et, du côté éthiopien, vivres et médicaments étaient déjà dans les mains de ceux à qui ils étaient destinés avant même que l'avion ne revienne au pays.

Les glaces du St-Laurent, la rupture du pont de Valleyfield et l'abondance des neiges à Trois-Rivières ne sont que trois des problèmes auxquels nous avons dû faire face au moment d'envoyer les vivres par bateau. Comme nous aurions souhaité, obéissant ainsi au vœu d'un Néo-Écossais, téléporter les secours jusqu'en Éthiopie à la manière de la «Patrouille du cosmos»! Mais le capitaine Kirk n'était malheureusement pas disponible!

Il y a une deuxième question : «Les secours se rendent-ils?» Une telle question n'a pas cessé de bourdonner à nos oreilles. Nos missions nous ont permis de soupeser notre réponse. Oui, nos secours se rendent en Afrique. Partout où nous sommes passés, nous avons vu des sacs de grains canadiens, reconnaissables à la feuille d'érable rouge sur fond blanc. La vue de ces sacs nous a réjouis, parce qu'il y avait ceux qui les recevaient, et aussi parce que nous étions les donateurs. Les

Canadiens avaient bien raison d'être fiers : avec ces sacs de grains, nous nous battions pour la vie elle-même. Mais en revenant au pays, nous nous sommes rendu compte que l'on ne parlait que de détournements, du mauvais usage de nos céréales, ce qui, nous en sommes certains, a dû arriver à l'occasion. Dans une situation aussi chaotique que celle de l'Éthiopie frappée par la famine et la guerre civile, bien sûr, des détournements regrettables risquent d'arriver. Mais de tels détournements ne sont pas l'essentiel. L'essentiel? C'est que la grande majorité des secours se rendait à destination et que la communauté internationale faisait de plus en plus pression sur les pays déchirés par la guerre pour que l'aide alimentaire soit distribuée

Secours d'urgence à l'Afrique — au 11 mars 1985

Dons publics — Opérations de secours aux victimes de la famine et de la sécheresse en Afrique

Organismes	Dons ^a	Fonds en contrepartie des projets approuvés	Fonds sans contrepartie
Adventist Development and Relief Agency (ADRA)	155 667 \$	166 272 \$	(10 605) \$
Africa Inland Mission	6 782	—	6 782
African Medical Research Foundation (AMREF)	7 000	7 000	—
Primate's World Relief and Development Fund (Église anglicane du Canada)	900 000	620 000	280 000
Assistance médicale internationale (AMI)	140 000	190 000	(50 000)
Save the Children Fund of British Columbia	82 500	76 800	5 700
Canadian Association of Ethiopian Jews	n.d.	19 121	—
Canadian Baptist Federation	500 000	—	500 000
Fondation canadienne contre la faim	55 000	101 835	(46 835)
Canadian Lutheran World Relief	700 000	350 000	350 000
Canadian Physicians for African Refugees	n.d.	—	—
Société canadienne de la Croix-Rouge	5 500 000	5 451 467	48 533
Association canadienne d'aide à l'enfance	1 291 000	1 080 000	211 000
Cardinal Léger et ses oeuvres (Le)	1 800 000	2 200 000	(200 000)
CARE Canada	701 430	443 028	258 402
CAUSE Canada ^b	10 000	5 700	4 300
Fondation chrétienne du Canada pour enfants	33 119	33 120	(1)
Christian Reformed World Relief	33 134	—	33 134
Collaboration santé internationale (CSI)	n.d.	168 440	—
Compassion of Canada	92 924	69 610	23 314
Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix (OCCDP) ^c	6 750 000	6 505 000	245 000
Emmanuel Relief and Rehabilitation International	208 000	90 220	117 780

(Suite à la page)

équitablement à tous ceux qui étaient dans le besoin, quel que soit le camp où l'on se rangeait dans le conflit armé. Bien entendu, une meilleure supervision s'avère nécessaire ; un certain nombre de recommandations, à la fin de ce rapport, portent sur ce problème.

Ce dont nous n'avons nul besoin, par contre, c'est l'«à quoi bon?» sous toutes ses formes, comme si notre effort d'aide alimentaire était inutile sous prétexte que l'on entend et entendra toujours parler de détournements de vivres. Or, nos vivres se rendent à destination et c'est cela qui importe. Nous ne pourrions le dire plus clairement.

Secours d'urgence à l'Afrique — au 11 mars 1985

(Suite et fin)

Dons publics — Opérations de secours aux victimes de la famine et de la sécheresse en Afrique

Organismes	Dons ^a	Fonds en contrepartie des projets approuvés	Fonds sans contrepartie
Eritrean Relief Association (ERA)	95 000	+ ^u	
«Ethiopia Airlift»	101 022	+ ^d	
Ethiopian Famine Relief Fund	100 000	—	100 000
Food for the Hungry	350 000	391 500	(41 500)
Plan de parrainage du Canada	156 380	160 000	(3 620)
GEMS (Canada) Inc.	n.d.	51 604	
Inter Pares	57 000	32 000	25 000
Lions Club International	n.d.	3 000	
Mennonite Central Committee	1 650 000	254 250	1 395 750
Mission Aviation Fellowship (MAF)	132 659	110 000	32 659
OXFAM Canada	2 931 719	1 822 098	1 109 621
OXFAM Québec	1 400 000	562 500	837 500
Plenty Relief Society	15 000	23 810	(8 810)
Presbyterian World Service	442 000	215 000	227 000
Relief Society of Tigray (REST)	4 500	+ ^d	
SIM Canada	185 000	128 165	56 835
Society of the Precious Blood	237 000	300 000	(63 000)
UNICEF Canada	1 500 000	1 506 539	(6 539)
Division of World Outreach, Église unie du Canada	1 000 000	904 000	96 000
World Concern	185 862	105 000	80 862
World Relief Canada	678 681	255 170	423 511
World University Service of Canada (WUSC)	960 570	1 446 022	(485 452)
Vision mondiale Canada	4 624 613	4 600 494	24 119
YMCA	110 000	—	110 000
	35 883 562 \$	30 448 765 \$	

Dons reçus par «Secours d'urgence à l'Afrique» au 11 mars 1985, dont 74 030,39 \$ ont été acheminés par le Bureau du coordonnateur 326 940,69 \$

^aDons à la mi-février 1985.

^bAu 18 janvier 1985.

^cN'inclut pas un montant de 750 000 \$ du gouvernement du Québec.

^dFonds acheminés par d'autres ONG.

Note : les chiffres entre parenthèses ont une valeur négative.

L'activité canadienne soutenue en faveur du développement et la catastrophe africaine

La situation est grave, les problèmes, inquiétants, le défi, vaste. Mais en dépit de ce qui est devenu la pire sécheresse depuis 1905, il nous arrive d'oublier que des progrès réels et importants ont eu lieu en de nombreux pays.

Bien qu'ils aient encore besoin d'assistance, beaucoup de pays ont franchi de grandes étapes vers l'autosuffisance alimentaire. Avant que se déclare la dernière sécheresse, le Niger et le Mali, par exemple, pouvaient nourrir leurs populations et même entreposer des aliments en prévision des années de faibles récoltes.

C'est d'abord grâce aux pays en développement eux-mêmes que de telles réalisations ont été rendues possibles.

Secours d'urgence à l'Afrique — au 11 mars 1985

Répartition géographique des fonds en contrepartie

Population (en milliers de personnes)

Pays	Montants	FAO ^a	USAID
Angola	200 000 \$	7 900	—
Burkina Faso	657 890	6 900	6 800
Burundi	100 000	4 600	—
Tchad	826 250	4 340	—
Éthiopie	17 083 334	42 000	—
Ghana	128 307	—	13 500
Guinée-Bissau	15 415	—	812
Kenya	289 435	18 600	19 536
Lesotho	13 810	1 400	1 200
Mali	814 995	7 936	7 500
Mauritanie	214 385	1 920	1 770
Mozambique	1 444 633	11 400	13 500
Niger	451 468	6 300	6 300
Sahel ^b	274 000	— ^b	— ^b
Sénégal	150 000	6 600	6 500
Soudan	1 171 247	20 900	22 200
Tanzanie	1 172 278	19 700	21 700
Ouganda	200 000	—	14 280
Zimbabwe	577 220	8 200	7 900
Afrique (indéterminé)	660 000	—	—
	26 444 657 \$		

^aSource : Les statistiques démographiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) proviennent du *Special Report : Global Information and Early Warning System on Food and Agriculture : Sub-Saharan Africa, January 18, 1985* de la FAO. Les données de l'Agence pour le développement international (AID) proviennent du *FY-1985 Report on Food Production/Deficit Information for Africa* de l'AID.

^bSahel : région comprenant le Cap-Vert, la Gambie, le Sénégal, le Tchad, la Mauritanie, le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

En 1983-1984, la communauté du Tiers-Monde a financé 87 % de son propre développement. Si l'aide au développement n'y a pas joué un rôle majeur, son importance a néanmoins été vitale. Toute réforme socio-économique à long terme exige le soutien continu de la communauté internationale.

Le Canada et les Canadiens ont joué un rôle clé en ce domaine et ont fait d'importantes contributions eu égard à tout ce qui a été accompli ces dernières décennies (voir les tableaux ci-joints).

Principaux engagements estimatifs d'aide publique au développement (APD) en Afrique — 1984-1985 et 1985-1986

	(en millions de dollars)	
	1984-1985	1985-1986 (proposés)
Programme de l'APD		
Agence canadienne de développement international (ACDI)*		
Programmes géographiques	299,9	322,0
Afrique anglophone	(137,5)	(157,0)
Afrique francophone	(162,4)	(165,0)
Aide alimentaire	172,8	172,8
Secteur volontaire (ONG et Coopération institutionnelle et services au développement)	40,4	46,5
ONG internationales	6,6	6,6
Coopération industrielle	13,3	12,8
Coopération technique multilatérale (CTM)	46,4	45,9
Assistance humanitaire internationale	16,2	16,1
Programme des institutions financières internationales (engagements)		
Banque et Fonds africains de développement	45,0	70,4
Fonds spécial pour l'Afrique (transferts à la CTM et à l'aide alimentaire non compris)	39,3	—
Total — ACDI	679,9	693,1
Institutions financières		
Programme des institutions financières internationales (Banque mondiale) (engagements)	74,4	128,7
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	(8,8)	(1,8)
Agence internationale de développement	(65,6)	(93,4)
Moyens d'action spéciaux pour l'Afrique	—	(33,5)
Centre de recherches pour le développement international (coûts liés aux projets non compris)	12,3	13,8
Petro Canada — collaboration à l'aide internationale	46,7	26,4
Total des engagements d'APD en Afrique	813,3	862,0

*Comprend 65,3 millions de dollars du Fonds spécial pour l'Afrique.

Recommandations

Le rôle de coordonnateur, extrêmement délicat, revêt une importance cruciale dans le contexte d'une crise affectant l'existence de plusieurs dizaines de millions d'individus, dans plus de vingt pays. Il faut compter avec l'intervention de nombreux organismes, gouvernementaux ou non, d'agences onusiennes multiples et d'organes internationaux et financiers spécialisés.

Au Canada, le principal organe de lutte contre la famine en Afrique est l'Agence canadienne de développement international. Depuis bientôt cinq mois qu'il a été nommé, le Coordonnateur a pu bénéficier du soutien et des ressources, courantes et supplémentaires, offertes par l'ACDI. Il travaille également en étroite collaboration avec d'autres ministères, et avec le personnel des Affaires extérieures chargé plus spécialement des questions africaines.

Qu'il soit bénévole, gouvernemental ou international, chaque organisme a ses propres priorités et une façon bien particulière de les appliquer. Ces procédures, souvent longues, ne sont pas toujours bien liées aux autres secteurs clés responsables. Le mandat du Coordonnateur était d'évaluer l'ampleur de la famine et de proposer des étapes susceptibles d'améliorer l'application de l'aide canadienne au sein d'un réseau complexe d'organismes, gouvernementaux et autres.

Enfin, cette situation est encore compliquée par le fait qu'une agence gouvernementale ne saurait normalement coordonner les activités des autres paliers ou ministères de l'ensemble de l'administration fédérale.

Aussi donc, les recommandations qui suivent ont été rédigées de façon à résoudre les trois grandes questions que sont : la gravité de la crise africaine ; la complexité de la structure organisationnelle des activités canadiennes et internationales d'aide et de développement ; et la nécessité de trouver un moyen réaliste de soutenir et d'acheminer l'aide canadienne en Afrique, grâce à de nouvelles méthodes de coordination.

L'aide alimentaire et l'assistance humanitaire

Quatre questions exigent d'être traitées d'urgence :

- les besoins d'aide immédiate ;
- le système de transport et de livraison ;

- le contrôle des besoins et de la distribution de l'aide ;
- la préparation de la prochaine saison de culture.

**Engagements d'aide alimentaire (céréales)
auprès de 21 pays africains touchés
par la famine**

Pays donateurs	Ensemble des céréales (en milliers de tonnes)
Algérie	3,4
Australie	109,6
Autriche	12,6
Bangla Desh	2,0
Bulgarie	19,0
Canada	200,8
Chine	87,0
Communauté économique européenne	1 548,1
Intervention communautaire	(639,8)
Interventions nationales	(608,2)
Belgique	37,1
Danemark	20,9
France	140,6
Grande-Bretagne	35,7
Grèce	10,0
Irlande	0,5
Italie	55,9
Pays-Bas	133,5
République fédéral d'Allemagne	174,0
Non encore précisé	(300,0)
Arabie Saoudite	10,4
Comité islamique	3,3
Espagne	6,1
États-Unis	2 396,4
Finlande	1,5
Hongrie	1,4
Japon	110,8
La ligue des sociétés de la Croix-Rouge (LSCR)	2,9
Norvège	10,0
OXFAM	7,0
Pakistan	0,5
Pologne	0,3
Programme alimentaire mondial	466,0
Suède	32,8
Suisse	5,9
Thaïlande	0,1
Togo	1,0
U.R.S.S.	5,5
Viet Nam	4,0
Yougoslavie	10,0
Total	5 058,4

Source : D'après le rapport de la FAO du 26 février 1985 (informations obtenues par la FAO à la mi-février 1985).

Les besoins d'aide immédiate

En ce qui concerne tant l'aide alimentaire que l'assistance humanitaire (médicaments, vêtements et abris), nous proposons que le Canada continue à assumer sa part normale dans le cadre de toute augmentation de l'intervention internationale.

Dans le cas de l'aide alimentaire, la projection des besoins en Afrique subsaharienne était de 7,045 millions de tonnes, à la fin de février 1984. Or, les livraisons prévues au titre de l'aide alimentaire sont de 5,05 millions de tonnes. Le manque prévu est de 1,9 million de tonnes. Bien que le Canada ne puisse combler entièrement ce manque, nous recommandons :

Situation des approvisionnements en céréales dans 21 pays africains caractérisés par des besoins d'importation anormalement élevés

Pays	Besoins d'importation de céréales	Importations commerciales	Besoins d'aide alimentaire	Total de l'aide alimentaire reçue ou garantie	Manque (aide alimentaire)
(en milliers de tonnes)					
Angola	300	217	83	78	5
Botswana	185	152	33	20	13
Burkina Faso	300	115	185	95	90
Burundi	65	20	45	19	26
Cap-Vert	65	5	60	39	21
Engagements non assignés				525	-525
Éthiopie	1 700	200 ^a	1 500	760	740
Kenya	950	525	425	415	10
Lesotho	180	106	74	74	—
Mali	550	140	410	175	235
Maroc	2 520	2 120	400	392	8
Mauritanie	235	80	155	115	40
Mozambique	620	120	500	440	60
Niger	600	125	475	206	269
Rwanda	60	18	42	35	7
Sénégal	615	450	165	111	54
Somalie	250 ^a	70 ^a	180	175	5
Soudan	1 500	100	1 400	711	689
Tanzanie	450	231	219	151	68
Tchad	330	50	280	146	134
Zambie	335	129	206	168	38
Zimbabwe	460	252	208	96	—
Totaux	12 270	5 225	7 045	5 058	1 987

^a Premières prévisions.

Source : D'après le rapport de la FAO du 26 février 1985.

1. Que l'augmentation soit de 125 000 tonnes

Cela s'ajouterait aux 300 000 tonnes approuvées pour 1984-1985 et à la même quantité proposée pour 1985-1986. Notre rapport normal serait de 10 %, soit 1 sac sur 10.

Cette même formule doit être appliquée à l'aide dite humanitaire (médicaments, vêtements, abris, etc.). Nous devons chercher à assumer notre part normale dans le cadre de toute augmentation de l'aide requise des nations donatrices dans les mois à venir.

Le système de transport et de livraison

Nous avons été frappés par le fait que, si elles sont souvent nécessaires, les livraisons aériennes coûtent cent fois plus cher que le transport maritime. De plus, l'expédition isolée par mer coûte quatre fois le prix de l'expédition maritime en vrac. Au Canada, chaque ONG organise individuellement ses livraisons dans le cadre des programmes d'aide et de développement en Afrique.

Voie aérienne Le Bureau du coordonnateur est intervenu pour aider les envois par avion lorsqu'ils étaient requis ; il a ainsi accumulé une expérience précieuse pour l'avenir. La voie aérienne s'avère plus raisonnable lorsqu'il s'agit de transporter des personnes, plutôt que des marchandises. Souvent, les Canadiens doivent absolument fournir de l'aide sur les plans mécanique, logistique, médical et autres. Or, le coût du transport des personnes jusqu'en Afrique est généralement rédhibitoire en cas de réponse rapide de la part des groupes canadiens non gouvernementaux. En conséquence, nous recommandons :

2. Que la réservation en commun des vols («block booking») soit négociée chaque année avec les compagnies aériennes commerciales, afin de faciliter les déplacements vers l'Afrique.

Voie maritime Étant donné la nécessité de disposer d'un moyen plus économique pour acheminer les marchandises, nous recommandons :

3. Qu'un navire soit affrété pour effectuer des traversées régulières entre le Canada et l'Afrique.

Nous reconnaissons que les contrats d'expédition font partie d'un domaine d'expertise très spécialisé. Par conséquent nous proposons une étude de faisabilité, afin de vérifier la rentabilité du projet. Les problèmes que nous cherchons à résoudre touchent : la nature fragmentaire d'un nombre d'expéditions d'aide canadienne vers l'Afrique, la réduction des frais et, en particulier, la coordination améliorée de l'aide canadienne à l'Afrique.

Voie terrestre Le transport de l'aide entre les ports maritimes africains et l'intérieur des terres est tout aussi important que l'acheminement des secours depuis le Canada. Nombre de pays d'Afrique n'ont aucun accès à la mer, aussi doit-on résoudre de graves problèmes logistiques liés au transport et à l'entreposage. Nous recommandons :

4. *Que le Canada envisage des accords d'association pour la livraison de l'aide alimentaire avec des pays comme le Japon, l'Algérie et l'Arabie Saoudite qui, s'ils ne possèdent aucun surplus alimentaire, disposent néanmoins de moyens de transport efficaces et d'autres ressources.*

Le contrôle des besoins et de la distribution de l'aide

Au cours des quatre derniers mois, nous avons acquis certaines capacités dont nous recommandons le maintien et le développement :

5. *La capacité d'identifier et d'évaluer des besoins spécifiques en Afrique, en les reliant aux nouvelles offres d'assistance émanant des Canadiens.*

Ces offres d'assistance doivent, le plus souvent possible, être canalisées vers des projets entrepris en Afrique par les ONG canadiennes.

Il sera nécessaire d'améliorer et d'augmenter la coordination, étant donné la poursuite de l'effort de secours et les perspectives du développement de stratégies à plus long terme. Nous recommandons :

6. *Que l'on nomme des contrôleurs indépendants, n'ayant actuellement aucun lien avec les ONG ou le gouvernement, pour suivre les envois de secours jusqu'au moment de leur livraison.*

Cette capacité peut faire intervenir des bénévoles voyageant sur les vols réservés en commun.

Bien que contrôlant les besoins, nous n'avons pas les moyens de prévoir des crises comme la famine en Afrique. Nous recommandons :

7. *La création d'un système d'alerte avancée, probablement au sein de l'ACDI, impliquant une étroite collaboration avec divers ministères, notamment les Affaires extérieures, la Défense nationale, l'Agriculture et les Finances.*

Enfin, nous avons remarqué à plusieurs reprises au cours de nos missions les lourdes responsabilités assumées par le personnel canadien en Afrique. Nous recommandons :

8. *L'augmentation du personnel sur le terrain de l'Agence canadienne de développement international oeuvrant dans les secours d'urgence et dans les programmes de développement à plus long terme.*

La préparation de la prochaine saison de culture

Les besoins concernant la préparation de la prochaine récolte ont une importance vitale.

Si les semences canadiennes ne sont pas toujours adaptées à l'Afrique, nous pouvons toutefois apporter une contribution dans d'autres domaines, notamment : les outils agricoles de base, l'accès à l'eau, la sylviculture, le transport et l'entreposage. Nous recommandons :

9. *Que le Canada se joigne à d'autres donateurs pour offrir des semences et un matériel adéquats en vue de la prochaine saison de culture.*

Susciter une réaction publique durable

Les recommandations ci-dessus s'adressent principalement au gouvernement ; or, si ce dernier a un rôle à jouer dans les propositions qui suivent, leur application reviendra largement aux ONG et aux Canadiens.

Pour susciter une réaction publique durable, il est indispensable de conserver, sur le plan organisationnel, l'association remarquable qui s'est établie entre le gouvernement et le public. Ces derniers mois, nous sommes parvenus, bien que de façon limitée : 1) à aider au transport des marchandises ; 2) à relier les offres d'assistance aux besoins réels ; et 3) à trouver le moyen de transporter les bénévoles jusqu'en Afrique. La quatrième contribution dans le cadre de cette association a été de rassembler une somme égale au total des dons en argent des Canadiens.

L'expérience nous a convaincus que ces quatre types d'intervention ont eu une importance capitale au cours des quatre derniers mois, et qu'elles demeureront vitales lors des entreprises futures.

Le processus suppose que l'on ait suffisamment de temps et de ressources pour développer efficacement cette association. Au stade où en sont les recommandations déjà formulées ou à suivre, nous ne proposons pas de réorganiser l'aide apportée. En fait, ce que nous proposons, ce sont des initiatives que nous considérons comme importantes si nous souhaitons développer la capacité des ONG et du public canadien à répondre aux énormes besoins d'aide d'urgence et de développement en Afrique.

Bien que limitée par rapport à l'aide totale, la contribution de 30 millions de dollars offerte par le gouvernement pour répondre à celle, identique, du public canadien, a été beaucoup remarquée ; elle a été le facteur de base d'une nouvelle association dynamique entre le gouvernement, les groupes bénévoles et les individus. Nous sommes d'avis :

10. *Que l'on doit absolument poursuivre cette association établie entre le public et le gouvernement en faveur des victimes de la famine en Afrique.*

Une autre série de recommandations concerne la nécessité de poursuivre le développement de l'éveil du public, de sa compréhension et de sa participation. Au cours des quatre derniers mois, on nous a fait plusieurs suggestions qui requièrent d'autres discussions et une certaine élaboration. La capacité organisationnelle décrite dans les recommandations qui précèdent doit donc être étendue pour tenir compte de ce qui suit.

11. *Élaboration d'une stratégie de recherche et de développement en agriculture africaine, reposant sur une série de propositions que nous avons reçues, dont une émanant des Collèges canadiens d'agriculture. Cette nouvelle initiative devra être entreprise en collaboration avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et d'autres organismes.*

12. *Étude du moyen d'établir une association entre les provinces et régions canadiennes et les états et régions africains, selon le désir de participer, à l'échelon municipal, au développement communautaire en Afrique.*

13. *Étude d'un nouveau programme des professionnels canadiens de la santé, lancé en Afrique, d'après l'initiative du Kinsmen Medical Relief Team de Kingston, et avec l'expérience d'organismes internationaux comme Médecins sans frontières.*

14. *Lancement d'entreprises en commun visant l'aide au développement en Afrique et impliquant à la fois les secteurs public et privé.*

15. *Étude d'une participation éventuelle du Canada aux centres d'information sur les situations d'urgence en Afrique, impliquant des journalistes et autres spécialistes des médias.*

Nous avons la conviction que ces recommandations provoqueraient une sorte de réaction en chaîne qui pourrait, dans l'immédiat, apporter soulagement et espoir et, à plus longue échéance, garantir le développement de mesures susceptibles de faire échec à la famine.

Annexe

Nouveaux défis, nouvelles structures

Le Coordonnateur canadien des secours d'urgence — Famine africaine a reçu, le 1^{er} novembre 1984, le mandat «d'accorder la plus haute attention à la réponse du Canada à la situation de famine qui sévit en Afrique, en particulier en Éthiopie». Le Coordonnateur relève directement du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, mais il a également travaillé en collaboration avec l'honorable Monique Vézina, la ministre des Relations extérieures, et avec Madame Margaret Catley-Carlson, la présidente de l'Agence canadienne de développement international.

Le Coordonnateur s'est vu confier les fonctions suivantes :

- évaluer l'ampleur de la crise alimentaire en Afrique et plus particulièrement en Éthiopie ;
- proposer au gouvernement des mesures concrètes pour venir en aide à ce continent ;
- collaborer avec les ONG à la mobilisation et à l'acheminement de l'aide alimentaire canadienne destinée aux victimes de la famine ;
- seconder les efforts des gouvernements provinciaux pour fournir une assistance ;
- collaborer avec d'autres donateurs et avec les organismes internationaux fournissant une aide alimentaire à l'Afrique.

Les pages qui suivent donnent un aperçu des activités réalisées au cours des quatre premiers mois de notre mandat. Nous présenterons, en mai, un rapport plus détaillé de nos travaux couvrant toute la durée de notre mandat, soit jusqu'au 31 mars 1985.

Évaluer l'ampleur de la crise alimentaire en Afrique et plus particulièrement en Éthiopie Au cours des missions que nous avons menées en Éthiopie en décembre 1984, au Sahel en janvier 1985 et au Soudan en février 1985, nous avons constaté les débuts d'un effondrement écologique. L'ampleur de la crise a pu être évaluée, sur place, par des députés, un représentant des gouvernements provinciaux, des délégués du monde des affaires, du monde du travail et d'ONG, ainsi que par des experts en matière de logistique, de programmes et de politiques. Nous avons aussi discuté avec les autorités gouvernementales africaines, le

personnel d'ONG, des représentants de pays donateurs et différents experts oeuvrant dans le domaine.

À notre avis, ce que nous avaient révélé la télévision, la radio, les journaux et les revues ne traduisait que faiblement la réalité. La famine allait être beaucoup plus grave que nous ne l'avions prévu. Nous avons pris alors profondément conscience de la dimension humaine de la tragédie africaine.

Notre visite en Éthiopie nous a permis de constater à quel point il était important de fournir de toute urgence l'aide alimentaire et médicale nécessaire et de résoudre sans délai les problèmes de logistique que pose l'acheminement des secours. En Mauritanie, au Mali et au Niger, dans le Sahel, la famine n'avait pas l'ampleur qu'elle a atteinte en Éthiopie. Par ailleurs, nous avons pu assister à la réunion du CILSS, l'un des nombreux organismes régionaux travaillant activement au développement de l'Afrique.

Le Soudan nous a fait découvrir un autre aspect de la crise. Aux 4 ou 5 millions de Soudanais menacés par la famine viennent s'ajouter des réfugiés éthiopiens et tchadiens qui traversent la frontière en nombre croissant. La crise que connaît le Soudan pourrait bien, au cours des trois prochains mois, devenir aussi grave que celle dont souffre l'Éthiopie depuis quelques mois.

Proposer au gouvernement des mesures concrètes pour venir en aide à ce continent Le Fonds spécial pour l'Afrique a permis au Bureau du coordonnateur des secours d'urgence de faire des recommandations quant aux envois supplémentaires de vivres et de médicaments à l'Éthiopie et à d'autres pays africains. Une aide alimentaire additionnelle d'une valeur de 25 millions de dollars a ainsi été fournie par le biais du Programme alimentaire mondial et de la Banque de céréales vivrières du Canada. En outre, nous avons aidé à l'acheminement des secours, particulièrement en collaborant au pont aérien organisé à Noël, et au transport, en Éthiopie, de la première des équipes de secours médical des Kinsmen.

Collaborer avec les ONG à la mobilisation et à l'acheminement de l'aide alimentaire canadienne destinée aux victimes de la famine Les sommes devant être versées en contrepartie des contributions faites par les Canadiens sont un élément important du Fonds spécial pour l'Afrique. Sur 50 millions de dollars, un montant initial de 15 millions a été retenu à cette fin. Pour favoriser la mise en oeuvre de projets en ce sens, le Coordonnateur canadien des secours d'urgence a collaboré à la création, le 27 novembre 1984, du «Fonds de secours d'urgence à l'Afrique», une coalition d'ONG, dont le Conseil de direction se compose notamment d'un cadre supérieur de l'ACDI et du Coordonnateur. Les Canadiens ont répondu si généreusement à cet appel

qu'en février 1985, l'élément «contrepartie» du Fonds a dû être augmenté.

C'est en ces termes, et au nom du gouvernement du Canada, que le très honorable Joe Clark s'est adressé à la Chambre des communes le 13 février 1985 : « . . . il avait été initialement prévu que l'élément «contrepartie» du fonds ne dépasserait pas 15 à 20 millions de dollars. Par suite de la réponse extrêmement chaleureuse du public, j'annonce aujourd'hui que le gouvernement a décidé de relever cette limite en faisant une contribution additionnelle de 15 millions de dollars. Le système de la contrepartie a aidé dans une large mesure à mobiliser les contributions des Canadiens et à rallier la collaboration des organisations non gouvernementales ; et j'ai espoir que les dons se maintiendront à leur haut niveau, même si une limite ferme a maintenant été fixée en ce qui concerne la composante «contrepartie» du fonds. »

Le Bureau du coordonnateur a, ainsi que nous l'avons noté, constamment fourni des conseils, en matière de logistique notamment, dans le cadre d'initiatives telles que le transport de l'équipe de secours médical des Kinsmen en Éthiopie et les envois de provisions par des ONG. Nous avons mis en place des mécanismes pour diriger les offres d'assistance technique et autres dons d'équipement et de personnel qualifié vers les services pouvant le mieux les utiliser. Les missions effectuées en Afrique ont, en outre, permis à des représentants de divers secteurs de la société canadienne d'être personnellement témoins de la réalité africaine. Au cours des quatre premiers mois de notre mandat, nous avons tenu les journalistes de la presse écrite et parlée au courant des événements.

Le Coordonnateur a pris la parole lors de réunions qui ont eu lieu à Ottawa, Toronto, Dartmouth, Charlottetown et Camrose (Alberta), et qui ont été parrainées, entre autres, par le Conseil national des femmes juives du Canada, Ten Days for World Development et l'Association des Nations Unies. Le Coordonnateur a également reconnu la contribution de plus de 50 artistes canadiens lors de l'enregistrement à Toronto, en février, de la chanson «Tears are not Enough».

Au début de janvier 1985, au nom du Coordonnateur des secours d'urgence, Inter Pares et l'Institut Nord-Sud ont convoqué à une conférence de deux jours quelque 50 participants, pour discuter de la situation en Afrique et particulièrement du thème d'une conférence antérieure, «After the Cameras Have Gone».

Seconder les efforts des gouvernements provinciaux pour fournir une assistance Les provinces, ainsi que plusieurs municipalités canadiennes, ont apporté une aide appréciable à l'Afrique. Le Bureau du coordonnateur a pour sa part fourni conseils et assistance dans la réalisation de

plusieurs initiatives provinciales et municipales décrites précédemment dans ce rapport.

Collaborer avec d'autres donateurs et avec les organismes internationaux fournissant une aide alimentaire à l'Afrique Au cours des premiers mois du mandat, le Coordonnateur a rencontré, à Addis-Abéba, Genève, Rome, Ottawa et New York, des représentants de pays donateurs et d'organismes internationaux. Le maintien d'une étroite collaboration avec les diverses agences s'est avéré vital dans la détermination des secours nécessaires et des moyens de les assurer.

Le Coordonnateur et son personnel ont bénéficié d'une exceptionnelle liberté de mouvement pour répondre à la famine qui sévit en Afrique. Il est apparu, au cours du mandat, que le Coordonnateur n'aurait pu remplir son rôle efficacement s'il n'avait pu compter sur les éléments essentiels suivants :

- *une consultation directe entre son Bureau et les ministres compétents* Cette concertation a eu lieu de façon régulière.
- *la possibilité de discuter publiquement avec les journalistes, au besoin* Cette action a été plus visible qu'elle ne l'est habituellement pour une agence gouvernementale, et a permis d'établir des liens directs avec les médias.
- *la possibilité de communiquer rapidement et directement avec les différents niveaux des agences ou ministères gouvernementaux* Le Bureau du coordonnateur a tenté de franchir les obstacles que pose la structure hiérarchique du gouvernement et d'adopter une approche plus « horizontale », plus intégrée face aux problèmes. En d'autres mots, il a pu, en maintes occasions, obtenir une meilleure réponse des diverses divisions des agences ou ministères, en établissant entre elles des liens innovateurs.
- *l'extraordinaire collaboration que le Bureau a reçue en matière de personnel et d'appui de l'Agence canadienne de développement international, du ministère des Affaires extérieures, du ministère de la Défense nationale, du Centre de recherches pour le développement international, de Planification d'urgence Canada, de Petro-Canada et du Collège Algonquin.*

Comment puis-je faire ma part?

De diverses façons. Nous avons dressé la liste des agences et des organismes canadiens qui apportent une aide directe aux victimes de la famine en Afrique. Vous pouvez obtenir, de tous ces organismes, un reçu pour fins d'impôt, pour toute contribution financière que vous leur adresserez. Certains

d'entre eux s'intéressent aux dons de vivres, d'équipement et de fournitures. D'autres sont à la recherche de volontaires ou de personnel désireux de travailler dans le cadre d'opérations de secours ou de projets de développement en Afrique. Ces organismes figurent sur notre liste.

Nous avons inscrit l'adresse et le numéro de téléphone du siège social de chacun de ces organismes et avons, dans plusieurs cas, indiqué comment les contacter au sein de votre localité ou communauté. Vous pouvez faire votre part, notamment, en étant mieux informés de la situation. Plusieurs publications, journaux et revues contiennent des articles ou des reportages sur l'Afrique. Le bibliothécaire de votre localité peut vous aider à trouver des articles et des ouvrages traitant du sujet.

Les lettres que vous avez adressées aux députés et autres dirigeants canadiens leur ont permis de connaître vos inquiétudes concernant la famine en Afrique, ainsi que les initiatives des Canadiens et des gouvernements. Enfin, les lettres qu'un certain nombre d'entre vous nous ont fait parvenir sur les échanges qui ont lieu dans vos foyers, à l'heure des repas, ou au travail, nous ont infiniment touchés.

Agences et organismes canadiens apportant une aide directe aux victimes de la famine en Afrique

Adventist Development and Relief
Agency (ADRA)
1148 King Street E.
Oshawa, Ontario
L1H 1H8
(416) 433-0011

*Envoie des volontaires et du personnel pour participer aux opérations de secours en Afrique.
Les bureaux provinciaux, régionaux et locaux figurent dans votre annuaire téléphonique.*

Africa Inland Mission
1641 Victoria Park Avenue
Scarborough, Ontario
(416) 751-6077

*Envoie des volontaires et du personnel pour participer aux opérations de secours en Afrique.
Un seul bureau, tel qu'indiqué.*

African Medical Research Foundation
P.O. Box 580
Pickering, Ontario
L1V 3T3
(416) 686-2381

Un seul bureau, tel qu'indiqué.

Primate's World Relief and
Development Fund
(Anglican Church of Canada)
600 Jarvis Street
Toronto, Ontario
M4Y 2J6
(416) 924-9192

*A besoin de personnel sanitaire seulement.
Un seul bureau, tel qu'indiqué.*

Assistance médicale internationale
3450, avenue De Lorimier
Montréal, Québec
H2K 3X6
(514) 526-2311

Save the Children Fund
of British Columbia
Main Floor
325 Howe Street
Vancouver, British Columbia
V6C 1Z7
(604) 685-7716

Canadian Association for Ethiopian
Jews
788 Marlee Avenue, Suite 303
Toronto, Ontario
M6B 3K1
(416) 782-2546 ou 782-9601

Canadian Baptist Federation
219 St. George Street
Toronto, Ontario
M5R 2M2
(416) 922-4775

Fondation canadienne contre la
faim
323, rue Chapel
Ottawa, Ontario
K1N 7Z2
(613) 237-0180

Canadian Lutheran World Relief
1820 Arlington Street
Winnipeg, Manitoba
R2X 1W4
(204) 586-8558

Société canadienne de la Croix-Rouge
95 Wellesley Street E.
Toronto, Ontario
M4Y 1H6
(416) 923-6692

Association canadienne d'aide à
l'enfance
720 Spadina Avenue, Suite 400
Toronto, Ontario
M5S 2W3
(416) 960-3190

*Accepte des dons de matériel très spécialisé.
Un seul bureau, tel qu'indiqué.*

Un seul bureau, tel qu'indiqué.

*Étudie les candidatures de personnel sanitaire.
Un seul bureau, tel qu'indiqué.*

*Accepte du blé et d'autres céréales. Accueille
des volontaires et du personnel pour participer à
des projets de développement plutôt qu'aux
opérations de secours.*

*Vous pouvez communiquer avec la Fédération
par l'entremise du bureau de la Baptist Conven-
tion, dans la région de l'Atlantique, en Ontario,
au Québec et dans l'Ouest.*

*Vous pouvez communiquer avec les comités lo-
caux par l'entremise du siège social.*

*Dirige tous les volontaires vers ses bureaux de
Genève.*

*Vous pouvez obtenir des renseignements en
vous adressant aux églises luthériennes de votre
localité.*

*Étudie les offres de services bénévoles ou rému-
nérés.*

*Compte 800 sections locales et 10 bureaux pro-
vinciaux.*

Figure dans votre annuaire téléphonique local.

*A des bureaux régionaux et des sections de vo-
lontaires à travers le Canada. Consultez votre
annuaire téléphonique.*

Cardinal Léger et ses
oeuvres (Le)
130, avenue de L'Épée
Outremont, Québec
H2V 3T2
(514) 495-2421

CARE Canada
1312, rue Bank
Ottawa, Ontario
K1S 5H7
(613) 521-7081

CAUSE Canada
B.P. 424
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal, Québec
H4A 3T7
(514) 487-7670

Fondation chrétienne du Canada
pour enfants
2409 Yonge Street, Suite 202
Toronto, Ontario
M4P 2E7
(416) 489-4242

Christian Reformed World Relief
Committee
408 - 760 Brant Street
P.O. Box 5070
Burlington, Ontario
L7R 3Y8
(416) 637-3434

Collaboration santé internationale
1001, chemin de la Canardière
Québec, Québec
G1J 5G5
(418) 522-6065

Compassion of Canada
747A Hyde Park Road
Box 5591
London, Ontario
N6A 5G8
(519) 473-9220

CUSO
135, rue Rideau
Ottawa, Ontario
K1N 9K7
(613) 563-1242

Développement et paix
2111, rue Centre
Montréal, Québec
H3K 1J5
(514) 932-5136

Un seul bureau, tel qu'indiqué.

Accepte certains dons de biens et étudie les offres de services rémunérés.

Bureaux à Vancouver, Calgary et Toronto. Consultez votre annuaire téléphonique.

Étudie les offres de services bénévoles ou rémunérés.

Un seul bureau, tel qu'indiqué.

Un seul bureau, tel qu'indiqué.

Un seul bureau, tel qu'indiqué.

Accepte certains dons de biens et des volontaires pour ses bureaux locaux de Trois-Rivières, Sherbrooke, Rimouski, Chicoutimi et Roberval. Consultez votre annuaire téléphonique.

Un seul bureau, tel qu'indiqué.

A des bureaux régionaux. Consultez votre annuaire téléphonique.

A des bureaux régionaux. Consultez votre annuaire téléphonique.

Emmanuel Relief and Rehabilitation
International
Box 50
Stouffville, Ontario
L0H 1L0
(416) 640-2111

Ethiopia Airlift Halifax
6350 Cobourg Road
Halifax, Nova Scotia
B3H 2A1
(902) 421-1629

Ethiopian Famine Relief Fund
600 Bay Street, Suite 303
Toronto, Ontario
M5G 1G1
(416) 593-5798
1-800-268-9843

Food for the Hungry
210 Sixth Street
New Westminster, British Columbia
V3L 3A2
(604) 525-5481

Plan de parrainage du Canada
153 St. Clair Avenue W.
Toronto, Ontario
M4V 1P8
(416) 920-1654

GEMS
(Global Ed Medical Supplies)
278 Bloor Street E. Apt. 2304
Toronto, Ontario
M4W 3M4
(416) 533-3977 ou 961-4261

Inter Pares
58, rue Arthur
Ottawa, Ontario
K1R 7B9
(613) 563-4801

Kinsmen African Medical Relief
Box 311
Kingston, Ontario
K7L 1B5
(613) 548-4603

Mennonite Central Committee
201 - 1483 Pembina Highway
Winnipeg, Manitoba
R3T 2C8
(204) 475-3550

*Accepte des quantités limitées de biens et étudie les offres de services bénévoles ou rémunérés.
Un seul bureau au Canada, tel qu'indiqué.*

Un seul bureau, tel qu'indiqué.

*Accepte des dons de biens et étudie les offres de services bénévoles ou rémunérés.
Un seul bureau, tel qu'indiqué.*

*Accepte des dons de biens.
A des bureaux à Woodbridge (Ontario) et à Dartmouth (Nouvelle-Écosse).*

Un seul bureau, tel qu'indiqué.

*Accepte du matériel médical.
Un seul bureau, tel qu'indiqué.*

Un seul bureau, tel qu'indiqué.

*Accepte certains dons de biens et étudie les offres de services bénévoles.
Un seul bureau, tel qu'indiqué.*

*Accepte certains dons de biens et étudie les offres de services bénévoles ou rémunérés.
A cinq bureaux provinciaux: Calgary, Clearbrook (Colombie-Britannique), Winnipeg, Kit-chener et Saskatoon. Consultez votre annuaire téléphonique.*

Mission Aviation Fellowship
P.O. Box 368
Guelph, Ontario
N1H 6K5
(509) 821-3914

OXFAM Canada
251, avenue Laurier Ouest, Suite 301
Ottawa, Ontario
K1P 5J6
(613) 237-5236

OXFAM Québec
169, rue St-Paul Est
Montréal, Québec
H2Y 1G8
(514) 866-1773

Plenty Canada
R.R. 3
Lanark, Ontario
K0G 1K0
(613) 278-2215 ou 278-2416

Presbyterian World Service
50 Wynford Drive
Don Mills, Ontario
M3C 1J7
(416) 441-1111

SIM Canada
10 Huntingdale Blvd.
Scarborough, Ontario
M1W 2S5
(416) 497-2424

Society of the Precious Blood
540 St. Clair Avenue W.
Toronto, Ontario
M6C 1A4
(416) 653-4486

UNICEF Canada
443 Mount Pleasant Road
Toronto, Ontario
M4S 2L8
(416) 482-4444

World Concern
9809 King George Highway, 301
Surrey, British Columbia
V3T 2V6
(604) 584-8588

Division of World Outreach
United Church of Canada
85 St. Clair Avenue E.
Toronto, Ontario
M4T 1M8
(416) 925-5931

Étudie les offres de services bénévoles ou rémunérés.

Un seul bureau, tel qu'indiqué.

A des bureaux à travers le Canada. Consultez votre annuaire téléphonique.

Un seul bureau, tel qu'indiqué.

Accepte des dons de biens et étudie les offres de services bénévoles ou rémunérés.

Compte quelques représentants régionaux. Vous adresser au siège social.

Un seul bureau, tel qu'indiqué. Vous pouvez remettre vos dons aux églises presbytériennes de votre localité.

Un seul bureau, tel qu'indiqué.

Accepte des dons de biens et étudie les offres de services bénévoles ou rémunérés.

Un seul bureau, tel qu'indiqué.

Accepte certains dons de biens.

Bureaux dans toutes les provinces et dans certains centres du Canada. Consultez votre annuaire téléphonique.

Accepte des dons de biens.

*Entrepôt à Toronto :
2470 Lucknow Dr., Suite 14
Mississauga, Ontario
L5S 1H3, (416) 678-9240*

Affecte des missionnaires à diverses régions de l'Afrique.

Les 12 bureaux régionaux et églises locales feront parvenir vos dons au siège social.

World Relief Canada
201 Consumers Road, Suite 301
Willowdale, Ontario
M2J 4G8
(416) 494-9930

Entraide universitaire mondiale
du Canada
B.P. 3000, Succ. C
Ottawa, Ontario
K1Y 4M8
(613) 725-3121

Vision mondiale Canada
Box 2500
6630 Turner Valley Road
Mississauga, Ontario
L5N 2S4
(416) 821-3030

Conseil national des YMCA
du Canada
308 - 180, avenue Argyle
Ottawa, Ontario
K2P 1B7
(613) 233-5647

Étudie les offres de services bénévoles ou rémunérés.

Un seul bureau, tel qu'indiqué.

Comités locaux au sein de plusieurs universités et collèges à travers le Canada, et un bureau à l'adresse suivante :

*1650, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec
H3H 1C9, (514) 937-3457*

Accepte des dons de biens et étudie les offres de services bénévoles ou rémunérés.

*Cinq bureaux régionaux : Halifax, Richmond Hill, Pointe Claire, Winnipeg et Vancouver.
Consultez votre annuaire téléphonique.*

*Vous pouvez communiquer avec le conseil par l'entremise des YM-YWCA de votre localité.
Consultez votre annuaire téléphonique.*

Les Canadiens ont le dernier mot

«Le Cardinal Léger, qui a donné sa vie pour aider les enfants et adultes dans les pays sous-développés a fait une suggestion que nous considérons très importante : celle d'envoyer des jeunes sans travail en Éthiopie et de fonder un programme qui permettrait de les rémunérer afin qu'ils viennent en aide à ces personnes. Nous serions fiers de penser que ce gouvernement représente l'âme de son peuple et qu'il agira selon la grandeur de cette âme.»

La famille Maurais

«Comme le dit si bien au vieux proverbe Chinois : «Il vaut mieux montrer à pêcher à un homme que de lui donner un poisson». Dans ces pays où sévit la famine il doit bien y avoir du terrain propice à l'élevage du bétail . . . et aux récoltes. Donnons-leur aujourd'hui boeufs, porcs, volailles et pompes à eaux, et le nécessaire pour la conduite à l'eau. Avec au début quelques Canadiens pour leur venir en aide, et avec le temps se retirer et les laisser profiter du labeur de leurs mains. De plus, je pense que le Canada devrait se donner un Comité national composé d'un groupe de personnes qualifiées ; soit des bouchers, des boulangers, des camionneurs, des cultivateurs et autres qui, tout en étant qualifiés, seraient en mesure de travailler d'une façon manuelle.»

André Perron
Cap-de-la-Madeleine

«La réaction des 500 000 Canadiens à la crise qui sévit en Éthiopie confirme la générosité dont ils peuvent faire preuve lorsqu'il s'agit d'aider des pays en développement qui traversent une période difficile. Il n'y a pas si longtemps, ces mêmes Canadiens réagissaient positivement à une autre crise en acceptant de parrainer 35 000 réfugiés de la mer. Des milliers se sont portés volontaires pour participer aux projets d'aide et de développement au Tiers-Monde et d'autres ont apporté leur contribution de mille et une façons. De toute évidence, les Canadiens sont disposés à partager leurs richesses et à faire des sacrifices lorsqu'on leur demande.

La vérité, je crois, c'est que nous serions prêts à donner encore plus — non seulement dans un cas d'urgence particulier — si nous recevions, des responsables de nos programmes d'aide et de développement, l'orientation et la motivation nécessaires.

Les agences d'aide gouvernementales et les organismes non gouvernementaux travaillant dans le domaine du développement devraient saisir l'occasion de la crise éthiopienne pour diriger nos efforts non seulement vers une aide humanitaire à court terme, mais aussi vers une solution à long terme, l'aide au développement.

Si nous nous penchons de façon plus éclairée sur la situation, nous en concluons que nous ne pouvons vivre dans un monde de paix et de stabilité si 80 % de la population vit dans la pauvreté, et qu'il ne sera possible de connaître une ère d'essor économique global que si ce 80 % de la population y participe.»

A. Roy Megarry
Éditeur de *The Globe and Mail*
et membre du Club de Rome

«Je suis Éthiopien, je viens de la province de l'Érythrée. J'ai maintenant la nationalité canadienne. Je travaille pour le gouvernement de la Saskatchewan en agrologie. Ce que le Canada fait, face à la sécheresse, est en effet un *geste noble envers l'humanité*. Toutefois, les dons généreux que vous adressez aux populations gravement défavorisées de l'Éthiopie pourraient facilement tomber entre les mains de l'armée éthiopienne à laquelle votre aide n'est pas destinée. Le Canada pourrait également aider en demandant que les groupes qui sont en guerre contre le gouvernement militaire éthiopien convainquent leurs dirigeants de s'asseoir à la table des négociations, sous la surveillance de la communauté internationale, dans le but d'obtenir un cessez-le-feu ; le gouvernement ne pourrait ainsi utiliser les secours et les moyens de transport disponibles que dans le but de nourrir et d'aider les affamés . . . Si cela pouvait aider mes frères et si mon employeur me le permettait, je me rendrais en Éthiopie pour représenter le Canada et aider à distribuer les vivres aux victimes de la famine.»

Kebrom Haimanot
Swift Current, Saskatchewan

«J'ai douze ans . . . Je désire aider les populations affamées de notre monde. C'est à nous d'agir.»

Donald Veeken
Edmonton, Alberta

«Vous trouverez ci-joint un chèque pour aider le peuple éthiopien. Je vous en prie, faites parvenir du lait en poudre, de la farine, etc. à ces gens affamés. Leur situation me rend si malheureuse, et c'est bien ce qui pourrait arriver au Canada si les agriculteurs continuent à quitter leurs fermes.»

Hilda Heathers, une personne
du troisième âge
Hepworth, Ontario

«Vous avez fait un excellent début comme ministre des Affaires extérieures, en encourageant l'envoi de secours à l'Éthiopie et à d'autres pays africains. C'est un appel auquel la plupart des Canadiens répondront.»

Jack Hinde
Owen Sound, Ontario

«Ceci est pour l'aide alimentaire aux familles éthiopiennes, afin qu'elles aient un peu espoir de gagner leur bataille contre la famine. Je vous en prie, faites-en bon usage.»

Carole Hoyle
Alberta

«Vous trouverez ci-joint un chèque . . . du Retirees Chapter of Local 27, U.A.W. Nous espérons qu'il aidera un tant soit peu les populations affamées d'Éthiopie.»

Lou Montague
London, Ontario

«Vous trouverez ci-joint un chèque de 10 \$. Pouvez-vous le verser au Fonds de secours pour l'Éthiopie? Ces fonds ont été donnés par un groupe de patients externes de nos services psychiatriques. La plupart d'entre eux reçoivent l'aide sociale, mais ont quand même voulu faire leur part pour aider les Éthiopiens.»

Shirley H. Cap, I.P.L.
Edmonton, Alberta

«Ce don de 5 000 \$ est destiné au fonds de secours pour l'Éthiopie. Je désire rester anonyme, mais j'apprécierais que vous me fassiez parvenir un reçu.»

Terre-Neuve

«Vous trouverez ci-joint un chèque au montant de 20 \$. J'aimerais qu'il serve à procurer de la nourriture aux Éthiopiens. J'espère qu'il vous sera utile.»

Nancy Cameron
Lucknow, Ontario

«Permettez-moi de vous féliciter de l'aide que vous apportez aux populations affamées de l'Éthiopie. Nous compatissons à leur misère.

Nous savons que ces gens ont froid et qu'ils n'ont rien pour se couvrir. Ma compagnie voudrait faire don de 1 000 couvertures et de 1 000 draps à ces populations dans le besoin. Nous paierons d'avance les frais de transport maritime.»

Joseph Aziz
Dophes Ltd.
Weston, Ontario

«Face à la crise sans précédent que connaît l'Afrique, les Canadiens ont répondu avec un grand enthousiasme et une grande générosité. Les initiatives canadiennes entreprises au cours des quelques derniers mois démontrent qu'un grand nombre de nos citoyens sont toujours partisans d'un programme important d'aide à l'étranger et qu'ils sont disposés à appuyer de tous leurs efforts.»

Robert Fulford
Rédacteur
La revue *Saturday Night*

«Si je vous amenais dans le camp de réfugiés le plus connu, celui de Wad-Kowli, sur la frontière de l'Éthiopie, vous y verriez 80 000 personnes. Il y meurt encore tous les jours 60 personnes, pour la plupart des enfants souffrant de la rougeole, de la diarrhée, de la déshydratation et de la malaria. De plus, le fleuve Atbara, qui passe tout près, est pratiquement à sec. Il n'offre qu'un peu d'eau ici et là, mais si peu. L'eau que les camions apportent et l'eau qu'on trouve non loin est déjà si polluée qu'elle ne fait qu'accroître la maladie. Ces 80 000 réfugiés devront quitter le camp au cours des quelques semaines à venir s'ils veulent survivre, et on ne sait pas exactement où ils iront. Cette vision vous secoue profondément et vous donne le sentiment que vous devez tenter de persuader la communauté et le gouvernement de trouver une solution, quoi qu'il en coûte.

Dans l'espace d'une heure et demie seulement, je les ai vus transporter, hors de ce camp de milliers de tentes et d'abris, sept personnes dont le faible souffle de vie venait de s'arrêter. D'une part, vous constatez la misère, et d'autre part, vous voyez que l'aide alimentaire qui est distribuée sauve des vies. Les enfants jouent. On a aménagé un petit terrain de football à Wad-Kowli. J'ai vu des pères et des mères sourire à nouveau. Même si 1 000 personnes se rendent tous les jours à la clinique pour y recevoir des soins, d'autres seraient mortes aujourd'hui si ce camp n'existait pas. Vous êtes en proie à des sentiments contradictoires que provoquent en vous, d'une

part, l'horreur de la famine et, d'autre part, l'aide qui de toute évidence sauve des vies et redonne un peu d'espoir à la population. Dans les camps où la famine est plus grande, le silence s'installe. Par contre, dans les camps où renaît un certain espoir, vous pouvez entendre les cris et le bavardage des enfants. Vous avez alors l'impression qu'il est en effet possible d'assurer les secours nécessaires. C'est ce qui fait naître une autre lueur d'espoir, en ce sens que, si le monde peut être persuadé que les secours afflueront au cours des deux ou trois prochains mois, il saura également que, lorsque viendra la saison des pluies, des villages entiers ne seront pas isolés et inaccessibles et que des vies seront sauvées.»

Stephen Lewis
Ambassadeur du Canada aux Nations Unies
à l'émission «Morningside» au réseau CBC
membre de la mission envoyée au Soudan

«C'est important de voir *de visu* cette incommensurable misère humaine en Afrique. Je trouve beaucoup plus important de constater les miracles qu'ils accomplissent avec le peu d'outils et de moyens de bord qu'ils possèdent.

Cependant, parce que nous vivons dans un pays riche, nous avons le devoir et l'obligation non seulement de continuer à les aider, mais d'accroître substantiellement notre aide pour que ces peuples puissent non seulement survivre mais avant tout se prendre en mains et se tailler une place de choix enviable sous le soleil.

Les solutions sont politiques et chacun, chacune d'entre nous détenons ce pouvoir de forcer nos gouvernements à agir adéquatement. À nous d'agir dès maintenant.»

Richard Mercier
Vice-président exécutif
Congrès du travail du Canada
membre de la mission envoyée au Sahel

«Il est important que le Canada participe à la solution des problèmes, au delà de la tragédie humaine actuelle, car il n'est pas impossible que, dans 50 ou 60 ans, le Canada se retrouve dans une situation semblable à celle de l'Afrique : désert anthropique dans les Prairies, déboisement, pollution de l'eau et perte des terres arables due à l'urbanisation. Dans un sens, les pays africains nous préviennent qu'il nous faut protéger notre environnement, notre écologie et la qualité de notre vie. L'Afrique a besoin d'aide dans quatre domaines qui intéressent au premier degré le Canada : l'eau, le reboisement, l'agriculture et les communications. Le Canada possède beaucoup d'expérience et de compétences dans ces domaines, ce qui signifie qu'il existe un énorme potentiel en matière de commerce et d'échange de solutions. Essentiellement, nous devons envisager la situation non simplement comme une crise nécessitant

une solution à court terme, mais plutôt comme un défi d'envergure pouvant influencer grandement sur l'avenir du Canada.»

Rick Patten
Président du Conseil canadien pour
la coopération internationale
membre de la mission envoyée au Soudan

«Les ONG ne savent que trop que les médias n'ont pas découvert l'Éthiopie. La crise tragique que traverse l'Afrique se préparait lentement depuis des années et le pire est encore à venir. Loin d'être un événement manipulé par les médias, le terrible fléau qu'est cette famine générale, la presse, même télévisée, nous en donne des images en deçà de la réalité.

Les ONG ont tiré une leçon de la réaction massive du public canadien face au compte rendu télévisé de la situation éthiopienne, et à notre tour, nous devrions nous assurer que les médias en dégagent une leçon aussi importante. L'Éthiopie a permis aux médias canadiens de découvrir les ONG et la question du développement. Lorsque les médias délaisseront la crise de l'Éthiopie, il sera primordial qu'ils ne délaissent pas aussi par le fait même le domaine du développement et le rôle des ONG.»

Nigel Martin
Directeur exécutif du Conseil canadien
pour la coopération internationale
membre de la mission envoyée au Sahel

«Nous avons vu des enfants décharnés. Nous avons vu des réfugiés sans abri, sans même une tente pour se protéger. Ils ne peuvent cultiver la terre à cause de la sécheresse. Ils n'ont plus de bétail. Mais nous avons également vu une lueur d'espoir.»

Lynn McDonald, députée
membre de la mission envoyée en Éthiopie

«Nous pouvons envisager la situation avec optimisme. J'étais très fier d'être un Canadien et de constater la générosité de mes compatriotes envers l'Éthiopie.»

David Kilgour, député
membre de la mission envoyée en Éthiopie

«Je sais personnellement ce qu'est la faim. Je sculpte actuellement un ours blanc car je n'ai rien d'autre à offrir pour aider à sauver des vies. Dès que cette sculpture sera vendue, je ferai parvenir l'argent afin de procurer de la nourriture à ces gens qui meurent de faim.»

Commentaire de Henry Evaluardjuk,
sculpteur de Pangnirtung
lors de l'émission «Man Alive», au réseau CBC
en novembre 1984

«Face à la situation que traversent l'Éthiopie et l'Afrique, le peuple et les organismes canadiens ont deux grands défis à relever : répondre massivement aux besoins exprimés, et transformer cette réponse en projets de développement afin qu'une telle situation ne se reproduise plus.»

Jean Brodeur
Directeur
Association québécoise des
organismes de coopération internationale
membre de la mission envoyée en Éthiopie

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20025010 1



60984 81800

Photos : Nations Unies n^{os} 164629, 164609, 164628 John Isaac ; Michel Charrier, conseiller en logistique auprès du Coordonnateur canadien des secours d'urgence ; Ainalem Tebeje, étudiant en journalisme, Université Carleton ; Katherine Smalley, de «Man Alive» ; Pat McGrath, de *The Ottawa Citizen* ; Michael Lea, de *The Kingston Whig Standard* ; Pierre Obendrauf, de *The Gazette* ; Patrick Price, de l'agence Reuters ; John Godfrey et Peter Dalglish, du pont aérien éthiopien.